# La révolution Trump

Au terme d'une journée interminable de l'Automne 2016, l'Amérique a vécu une véritable onde de choc avec l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Avec le Brexit cette année-là, son élection représente le deuxième événement politique dont le retentissement international est à la hauteur de la surprise, tant les sondeurs se sont trompés sur la réalité de l'élection. L'élection de Trump est alors un profond désaveu tant pour les démocrates que pour l'establishment républicain. Très peu avaient anticipé l'élection d'un candidat comme Donald Trump, populiste, jamais élu, à la tête de la première puissance mondiale. A la veille d'une élection qui menace de faire tomber l'Amérique dans la guerre civile -et qui a minima aura laissé des traces indélébiles sur la confiance des citoyens américains et du monde entier dans l'intégrité des institutions de la démocratie ininterrompue la plus vieille du monde-, il faut s'interroger pour comprendre pourquoi Donald Trump est une révolution.

Ne nous y trompons pas, Trump a déjà gagné son combat, qu'il soit réélu ou non, il a déjà transformé en profondeur les États-Unis et a même fait basculer le monde dans une ère nouvelle. Le cycle néolibéral, que Reagan et Thatcher avait inauguré dans les années 1980, a pris fin pour laisser place à ce que l'on appelle la seconde révolution conservatrice qui inaugure le retour de l'État stratège et protecteur. Cette nouvelle ère conduit à des mutations majeures qui nous touchent directement. Sans la comprendre, nous risquons de poursuivre ce que le philosophe Marcel Gauchet appelle le Malheur français en manquant notre adaptation au nouveau cycle économique. En effet, la France a déjà manqué son entrée dans la mondialisation néolibérale dans les années 80 par son refus d'adopter ou du moins adapter les politiques menées par Ronald Reagan et Margaret Thatcher dans ce qui est appelée la première révolution conservatrice.

La France ne peut se permettre de poursuivre un cycle supplémentaire de « trente piteuses », l'adaptation à cette nouvelle ère, plus en phase avec les caractéristiques françaises, nous permettra de partir sur de nouveaux fondamentaux. À ce titre, nous adressons principalement ce rapport aux dirigeants politiques de droite qui sont les plus à mêmes à faire passer la France dans cette nouvelle ère. En effet, Emmanuel Macron par ses caractéristiques et son logiciel politique plus en phase avec l'ère précédente ne semble pas pouvoir la mener tandis que Marine Le Pen n'a pas la crédibilité et la capacité gouvernementale pour mener à bien un tel projet.

La révolution Trump est un événement majeur qu'il ne faut pas sous-estimer ou masquer en se concentrant uniquement sur sa personnalité. Il s'agit ainsi d'une possibilité pour la droite de retrouver un espace et un projet politique pour retrouver le pouvoir et redonner un horizon pour la France.

# La Révolution Trump

**I. De quoi Trump est-il le nom ? ..... 6**

*A. La fin du cycle néolibéral ..... 6*

*1. Le néolibéralisme comme première révolution conservatrice ..... 6*

*2. La fin d'un cycle ..... 8*

*B. Une nouvelle donne géopolitique ..... 9*

*1. Le retour des États et la contestation de la politique américaine ..... 9*

*2. Le monde se bipolarise autour de l'axe sino-américain ..... 10*

*C. La déception Obama ..... 12*

*D. Le cri de l'Amérique profonde ..... 13*

*1. L'électorat de Donald Trump ..... 13*

*2. Donald Trump, champion de la Rust Belt désindustrialisée ..... 14*

*E. Le refus du politiquement correct ..... 17*

**II. La seconde révolution conservatrice menée par Donald Trump ..... 19**

*A. Radicalisation de l'électorat ..... 19*

*B. Changement de paradigme idéologique ..... 20*

*1. L'idéologie du Parti républicain avant Donald Trump ..... 20*

*2. Les fondements de Trump ..... 20*

*3. Le retour de l'État stratège conciliant liberté et protection ..... 21*

**III. Trump et le temps des campagnes ..... 23**

*A. Une méthode avant-gardiste ..... 23*

*B. La diabolisation d'Hillary Clinton ..... 24*

*C. L'utilisation de l'actualité ..... 26*

*D. Ce qui a changé entre 2016 et 2020 ..... 28*

**IV. Gouvernance et lutte interne au sein des Républicains pendant le mandat ..... 31**

*A. Mike Pence ..... 31*

*B. Position anti-establishment ..... 31*

*C. Un turnover permanent ..... 32*

*D. Le cas John Bolton ..... 32*

*E. L'impeachment, où le moment de la réconciliation ..... 33*

**V. La politique Trumpiste ..... 34**

*A. Un champion économique ..... 34*

*B. Une ligne politique étrangère isolationniste ..... 36*

*C. Guerre commerciale ..... 38*

*D. Une révolution conservatrice durable à travers la nomination de juges fédéraux* ..... *39*

*F. Défense de la classe moyenne blanche* ..... *42*

**VI. Pourquoi Trump peut être réélu ?** ..... **43**

*A. Système électoral américain* ..... *43*

*B. Biden, un anti-candidat ?* ..... *44*

*C. Une relance économique prometteuse* ..... *45*

**VII. Quelle leçon pour la droite française ?** ..... **46**

*A. Des différences entre les deux pays* ..... *46*

*B. Le piège identitaire* ..... *46*

*C. Le vote rural et périurbain* ..... *47*

*D. Sortir de la norme* ..... *48*

**VIII. Préconisations pour l'Europe et la France** ..... **50**

*A. L'Europe semble prise au piège* ..... *50*

*B. Transformer l'Europe pour incarner une troisième voie* ..... *52*

*C. La France a raté son entrée dans la mondialisation, elle ne peut pas rater l'entrée dans ce nouveau cycle* ..... *53*

# I. De quoi Trump est-il le nom ?

Donald Trump émerge dans une Amérique qui vit un sentiment de déclassement et qui arrive au bout d'un cycle celui de l'ère néolibérale entamée par Ronald Reagan. Comme précédemment, lorsque les théories keynésiennes ont été mises à mal par les deux chocs pétroliers, les théories néolibérales ont éprouvé des difficultés à répondre à la crise financière de 2008.

## A. La fin du cycle néolibéral

### *1. Le néolibéralisme comme première révolution conservatrice*

Le cycle néolibéral, commencé avec la révolution conservatrice des années 1980, naît de la volonté de réduire les interventions des États dans la sphère économique et sociale. Il est inauguré par l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan aux États-Unis, et de Margaret Thatcher au Royaume-Uni. Alors que les économies occidentales sont touchées par une inflation forte et un chômage élevé suite aux deux chocs pétroliers (1973 et 1979), les idées Keynésiennes qui ont marqué la reconstruction après la seconde guerre mondiale, ne font guère plus l'unanimité. Dans une phrase restée célèbre, Reagan affirme lors de son investiture que « le gouvernement n'est pas une solution, il est le problème ». Convaincu par les thèses de Milton Friedmann et Friedrich Hayek, il va alors opérer une importante dérégulation de l'économie, en cantonnant l'État à un rôle de protecteur du marché (garantissant la concurrence libre et non faussée), et de garant de la propriété privée.

Cette pensée néolibérale va donner naissance au consensus de Washington, qui donne corps à cette nouvelle philosophie économique et qui va guider la conduite des politiques monétaire et budgétaires dans la plupart des pays occidentaux jusqu'à la crise de 2008. On y trouve d'abord une opposition frontale au déficit budgétaire, accusé de n'offrir qu'une croissance à court terme et de peser sur les générations futures. Il est donc réduit à un rôle de stabilisation ponctuelle. Pour ce faire, la dépense publique doit se limiter à des secteurs clefs, indispensables à la croissance et au soutien des plus faibles. Pour ne pas pénaliser l'économie, les impôts doivent avoir des taux marginaux les plus faibles possibles

en compensant par une assiette plus large. Les taux d'intérêts ne sont pas un outil stratégique mais seulement de régulation, ils doivent varier en réponse au marché. Mais c'est surtout sur le plan du commerce que le consensus de Washington va transformer notre monde en profondeur. Il prône un libre-échange qui est le seul horizon que le jeune lecteur aura connu. Censé favoriser la compétition et la croissance par le biais de l'avantage comparatif, le commerce international doit être limité par le plus faible nombre possible de règles, les capitaux doivent circuler librement, les entreprises doivent être privées et soutenues par un système financier mondialisé.

Le néolibéralisme aura sans contestation possible élevé le niveau de vie des populations dans le monde. Le PIB mondial a été multiplié par quatre entre 1980 et 2020 alors que la population mondiale a été multipliée par deux. La richesse par habitant a donc doublé en moyenne. Jamais dans l'histoire humaine, la pauvreté et les famines n'auront été aussi basse, en proportion de la population mondiale. Mais la mondialisation aura aussi participé à un déracinement des individus comme le démontre la révolte des Gilets jaunes ou d'autres manifestations des classes moyennes dans le monde entier. Même si les inégalités de revenus entre pays ont été fortement réduites, il n'en est pas de même au sein des pays développés. Les révoltes dans les pays développés s'expliquent en effet par un tassement du niveau de vie et une aggravation des inégalités comme l'a souligné Christine Lagarde dans une interview aux Échos.

Sur le plan immatériel, on peut le définir comme une perte de repères, qui sont ceux qui fondent la place de l'individu dans la collectivité à laquelle il appartient. La gestion publique associée à cette mutation néolibérale « le New Management Public », a conduit les États à adopter une logique d'entreprise plaçant la question financière au centre de toute décision politique. Cette évolution a vidé de son sens l'appartenance à la nation faisant de l'homme un concept universel et interchangeable. Cet effacement s'est étendu aux États, qui, surpassés par la rationalité des marchés, se sont retirés de leurs grands engagements, comme la protection des individus ou l'égalité.

## 2. *La fin d'un cycle*

Le néolibéralisme, selon Francis Fukuyama, devait préfigurer « la fin de l'Histoire » grâce à la victoire du capitalisme et la suprématie absolue et incontestable de l'idéologie libérale comme métronome des relations entre nations. Or c'est précisément le retour des fléaux dont elle avait annoncé la fin, qui sonne le glas de cette ère libérale avec d'un côté le retour des conflits entre les nations refermant la parenthèse ouverte à la fin de la guerre froide et de l'autre côté la fracture au sein des nations appelé Archipel par le politologue Jérôme Fourquet. Nous assistons ainsi à la résurgence de nombreux conflits régionaux et l'ombre d'un conflit de grande échelle entre les USA et la Chine pouvant aboutir à une nouvelle guerre froide entre les deux superpuissances. De plus, la mondialisation n'a pas bénéficié à tous les hommes de la même manière, les 40 dernières années auront été l'occasion à la fois d'une croissance et d'une concentration inédite des richesses.

Deux crises majeures vont faire prendre conscience au monde de la limite du système néolibéral. La crise de 2008 va être un profond bouleversement car elle démontre à la fois les fragilités d'un système financier en manque de régulation et une nécessaire intervention des États dans l'économie de marché. Ce sauvetage de l'économie va engendrer un coût qui va être pris en charge en partie par une augmentation de la dette publique mais également par des mesures d'austérité budgétaire notamment au sein de la zone euro. Alors que la crise de 2008 conduit à une augmentation de la demande de protection, les dirigeants des pays occidentaux ont poursuivi des politiques publiques néolibérales. Cette erreur d'interprétation de l'importance de la crise financière a conduit en partie au Brexit et à l'élection de Donald Trump en 2016. Enfin, la crise du coronavirus sonne le glas d'une ère néolibérale ouverte dans les années 80 par Ronald Reagan et Margaret Thatcher.

La crise du Covid va en effet mettre en lumière trois phénomènes qui sonnent définitivement l'entrée dans une nouvelle ère qu'importe le résultat de l'élection américaine. D'abord elle met en exergue la fragilité des économies occidentales, qui, en délocalisant leur production, et en désindustrialisant leurs pays, se sont rendues dépendantes pour produire des biens nécessaires à leur survie. Le difficile approvisionnement en masques et en respirateurs artificiels en aura été la cruelle illustration. Cette crise met ainsi à mal, encore plus que celle de 2008, l'équilibre international fondé sur le transfert de la production vers

les pays émergents, dont le coût est moins élevé afin de maintenir une augmentation régulière du pouvoir d'achat des classes moyennes occidentales. Ensuite, la crise Covid remet la nation comme horizon indépassable du citoyen quand celui-ci voit le danger arriver. Alors qu'il s'agissait d'une pandémie mondiale, les organisations internationales comme l'OMS ou régionales comme l'Union européenne n'ont pas joué un rôle efficace dans la coordination des réponses gouvernementales. Ainsi, le début de la crise sanitaire a mis en lumière l'inefficacité de l'UE et le manque de solidarité entre les États membres. Ce défaut conduit nécessairement à un retour de l'État nation comme acteur clé de la gestion de crise pour protéger ses citoyens. Enfin, les « premiers de corvée » ont démontré leur importance dans le fonctionnement d'une nation à travers le rôle indispensable des infirmiers, policiers, caissiers, éboueurs et autres travailleurs en première ligne de la crise. Or ce sont les grands oubliés de la mondialisation, comme l'a démontré la crise des Gilets jaunes. La courbe dit de l'Éléphant de Milanovic, le montre. Elle trace la croissance des revenus en fonction de la place dans le revenu mondial. Or une seule partie de la population mondiale n'a pas bénéficié de la mondialisation, c'est le creux de la trompe des éléphants, à savoir la classe moyenne inférieure des pays développés.

La fin du cycle néolibéral a mal été appréhendé par Barack Obama. Celui-ci a certes permis aux États-Unis de se relever après la crise financière de 2008, mais n'a pas accompli la mutation nécessaire. En ce sens, il a certes marqué l'histoire par les conditions de son élection mais il ressemble davantage au Président Kennedy comme symbole politique qu'aux grands réformateurs qu'étaient Franklin Delano Roosevelt avec l'arrivée des thèses keynésiennes ou encore Ronald Reagan et le cycle néolibéral.

## B. Une nouvelle donne géopolitique

### *1. Le retour des États et la contestation de la politique américaine*

La crise de 2008 a permis de voir le retour de l'État comme horizon de la réponse aux inquiétudes des populations. Les nations ont connu un renforcement de leur pouvoir lors des dernières années de l'ère néolibérale. D'abord les États-Unis n'ont plus le rôle aussi écrasant qu'ils ont pu avoir par le passé. Les erreurs commises au Moyen-Orient notamment,

ont fait naître une contestation d'états qui refusent la vision américaine en termes de politique extérieure. Il n'est plus rare de voir des pays comme la Turquie ou l'Arabie Saoudite faire part de désaccords majeurs. Ces états en particuliers, qui comptent jouer un rôle dans le concert des nations, renouent avec la stratégie du contrôle régional. Ils tentent de faire respecter leur position régionale dominante en influençant leurs voisins et en nouant avec eux des relations bilatérales, qui se passent d'une supervision occidentale ou multilatérale. On peut citer six grands états qui répondent à ce schéma, la Chine, la Russie, la Turquie, l'Inde, l'Iran et le Brésil, avec la possibilité que certains grands pays africains s'ajoutent bientôt à la liste également.

Ces nations vont devoir réaliser l'équilibre entre politique et marché. Elles vont devoir choisir entre un rôle de régulation pour l'État (garant de l'ouverture au marché et prometteur d'une croissance importante) et un rôle plus stratège qui expose ces pays à des difficultés pour conserver une croissance soutenue. La situation de la Turquie est à cet égard pleine d'enseignements. Alors que la croissance turque était soutenue ces dernières années (5,7% en moyenne depuis 2010), elle fait face à des difficultés économiques qui ne sont pas complètement étrangères à ces décisions stratégiques et qui ne lui permettent pas de réaliser son plein potentiel économique. L'impasse des négociations quant à son entrée dans l'Union Européenne, la force également à renoncer à l'entrée dans un marché qui aurait largement favorisé sa marche en avant économique.

## 2. *Le monde se bipolarise autour de l'axe sino-américain*

Dans ce nouvel équilibre mondial, Donald Trump a poursuivi le pivot entamé par Barack Obama. Le « pivot asiatique » a été lancé par l'ancien président et sa secrétaire d'État Hillary Clinton, et il vise à faire basculer le centre de gravité de la diplomatie américaine vers l'Asie-Pacifique au détriment des européens. Cela s'est traduit notamment par un rapprochement avec le Vietnam et la Birmanie, pour contrer l'influence chinoise qui vise la première place mondiale pour les 100 ans de la création de la nouvelle Chine par le Parti communiste en 2049. Le déclenchement de la guerre commerciale contre la Chine par Trump est une autre manifestation de la réorientation de la stratégique américaine, pour empêcher la Chine d'accomplir son objectif.

Le conflit commercial spectaculaire qui a agité les relations sino-américaines ces dernières années, et la manifestation d'une bipolarisation du monde autour de ces deux grandes puissances, voire peut-être de l'émergence d'une nouvelle forme de guerre froide. Alimenté par un double nationalisme, d'une génération d'Américains qui n'a toujours connu que la première place mondiale, et d'une génération de chinois qui veut renouer avec son glorieux passé, le conflit va ralentir la croissance de certains états, voir en rendre certains otages des tensions qui se jouent.

Donald Trump, en prenant un virage protectionniste, prépare son pays à l'affrontement avec la Chine. La nature de cet affrontement a été théorisé par Graham Allison dans un livre désormais célèbre, qui se nomme Vers la guerre. Il explique que l'Histoire montre qu'une guerre se déclenche lorsqu'une nation dominante (les États-Unis), fait face à une nation émergente (la Chine). La première souhaite continuer sa domination, la seconde veut faire reconnaître son rôle de grande puissance. Son illustration vient de l'antiquité, lors de la guerre du Péloponnèse que Thucydide nous conte, ce qui donnera son nom à la théorie d'Allison : le piège de Thucydide. Or ce conflit, qui se joue entre les États-Unis et la Chine pour l'instant principalement dans le domaine économique, autoalimente une forme de concurrence pour la première place mondiale à tous les niveaux.

La guerre commerciale empêche en partie l'émergence économique de pays qui pourrait perturber cette bipolarisation du monde. En effet, par sa politique, Donald Trump freine la croissance des autres pays asiatiques. En minant la confiance des entreprises, en désorganisant les chaînes de production et en augmentant les prix, l'augmentation des tarifs douaniers et les sanctions commerciales ont aussi touché des pays comme l'Indonésie, le Bengladesh ou l'Inde. Sa politique polarise les pays, en les plaçant dans une situation délicate de dépendance à l'un des deux protagonistes comme à l'époque de la guerre froide. Les Chinois ont de leur côté mis en en place une stratégie avec les routes de la soie. Ce programme géant d'infrastructure de commerce, piloté par Pékin et dont le but est d'alimenter la Chine, en particulier en matières premières, est alimenté par des prêts chinois la plupart du temps. Ce sont près de 60 milliards de prêts de capitaux qui auraient ainsi été consentis. Ces prêts rendent l'économie de pays comme la Malaisie ou le Sri Lanka dépendants des taux d'intérêts chinois et représente ainsi un véritable fardeau financier. Les

pays asiatiques sont coincés entre la pression chinoise qui veut accroitre sa domination sur la région et les États-Unis qui souhaitent conserver la possibilité d'étouffer la Chine en cas de guerre.

## C. La déception Obama

Pour comprendre l'élection de Donald Trump il faut aussi faire le bilan de son prédécesseur et une photographie de l'Amérique à l'été 2016. Obama fut un grand communiquant et sa politique s'est inscrite dans la tradition des nouveaux démocrates qui ont émergé avec la politique de Bill Clinton aux États-Unis ou encore Tony Blair au Royaume-Uni. Autour de discours très policés, il ne s'est jamais vraiment défait de l'ordre établi à Washington. Plus grave, il a rompu une forme de confiance avec le peuple américain, chez qui son élection avait procuré un espoir à la hauteur de la nouveauté de voir un Président afro-américain à la Maison Blanche. Cette rupture de la confiance s'est d'abord faite sur les questions raciales. Le rêve d'une Amérique post-raciale s'est envolé : après 8 ans de mandats aucune amélioration économique n'a eu lieu pour les afro américains dont le taux de chômage et de pauvreté est resté le même qu'à l'arrivée d'Obama au pouvoir. En parallèle, la criminalité et les fusillades n'ont pas décru, contribuant au sentiment de défiance des classes moyennes et populaires blanches. Ainsi, les relations inter-raciales se sont dégradées. Obama n'a pas su canaliser la colère légitime que des bavures policières a provoqué. Il avait l'assise pour que l'expression de cette colère se fasse dans un cadre démocratique mais elle s'est accompagnée d'un déchaînement de violence qui prédisait déjà les événements de l'été 2020, et leur lot de débordements. A l'arrivée d'Obama au pouvoir, 59% des Afro-Américains jugeaient bonnes les relations raciales aux États-Unis, ils étaient 60% à penser l'inverse en 2016.

Le deuxième point sur lequel Obama a déçu est économique. Il n'a pas réussi à faire entrer les États-Unis dans une nouvelle ère permettant à la fois de répondre à la crise de 2008 et à la montée de la Chine comme concurrent crédible pour la première place mondiale. Il a principalement poursuivi les politiques menées par les démocrates de Bill Clinton ou les républicains de George W Bush autour de politiques plus libérales en matière d'économie, de fiscalité ou de commerce avec une poursuite des accords de libre-échange. Il a ainsi laissé

une Amérique plus inégalitaire, dont les classes ouvrières victimes de la désindustrialisation et des subprimes se sont senties laissées pour compte. La crise de 2008 a fait perdre 3,6 millions d'emplois à haut revenu et 2 millions d'emploi bon marché. La reprise aura inversé ces chiffres, recréant 2,6 millions d'emploi qualifiés et 3,8 millions d'emploi précaires. Dans le même temps, les revenus des 1% les plus riches ont augmenté de 11% rien que pour l'année 2013. Ainsi, même si les chiffres de l'économie américaine étaient très bons au niveau macroéconomique en 2016, de très larges pans de la population américaine s'en retrouvaient laissés pour compte, notamment les plus pauvres, et de nombreux américains sortis définitivement du marché du travail et subsistant sur les « *disability benefits* ».

Sur le plan des questions sociétales aussi la déception a été à la hauteur de l'enjeu. Les Américains attendaient une vraie révolution notamment sur la question de la couverture maladie. L'Obamacare avait suscité un véritable enthousiasme chez notamment les plus défavorisés. Il aura été très loin de l'assurance maladie universelle comme on la connaît en France. En introduisant un « mandat » obligeant à s'affilier à une assurance médicale, Obama a certes amélioré l'accès au soin d'une petite partie des américains, mais il a fait monter le coût des soins pour la grande majorité de la classe moyenne américaine, sans compter les ratés de la plateforme censée permettre aux américains de trouver l'assurance qui leur convient. Surtout il a sorti du débat la possibilité même d'une réforme profonde et d'une remise en question de la mainmise des sociétés privées sur l'assurance maladie. Cette question est finalement symptomatique de son incapacité à secouer les acquis de l'establishment démocrate.

## D. Le cri de l'Amérique profonde

### *1. L'électorat de Donald Trump*

Cet échec de la politique Obama s'est cristallisé autour d'une partie de la société américaine qu'on a l'habitude d'appeler l'Amérique profonde. C'est dans les milieux ruraux que Trump a réalisé ses meilleurs scores électoraux. Ces américains sont pour la plupart blancs, issus de régions industrielles ou agricoles, et voient leur travail menacé par la délocalisation, si bien qu'ils se sentent délaissés par la mondialisation. Trump a su susciter un

véritable espoir chez cet électorat, qui d'habitude se mobilise peu pour les présidentielles. C'est par milliers qu'ils se sont déplacés aux meetings du milliardaire américain. Il faut bien comprendre que pour une partie des américains le pays est coupé en deux. Il y a les États-Unis du gouvernement, des universités, des grandes institutions financières, celle qui prend l'avion pour faire New-York Los Angeles. Entre la côte est et la côte ouest il y a cette deuxième Amérique, qui ne prends jamais l'avion, qui croit en Dieu, qui possède une ou plusieurs armes et qui est solidaire de ses voisins. Or cette Amérique s'est sentie trahie par une classe dirigeante qui ne s'est tournée vers eux, que lorsqu'il a fallu se sacrifier au Vietnam, en Afghanistan ou en Irak.

Mais là où peut-être Trump a réalisé la meilleure jonction électorale c'est le sur le plan des classes moyennes. En effet l'Amérique profonde que l'on vient de décrire n'est pas la seule qui craint pour son avenir. Il y a eu un véritable déclassement des américains moyens, qui autrefois constituaient un modèle dans le monde entier, autour du rêve américain, de la vie de banlieue pavillonnaire prospère. C'est toute la croissance économique de l'Amérique qui s'est fondée sur une société de consommation alimentée par une classe moyenne importante, or elle n'est plus majoritaire aux États-Unis et elle a connu un tournant majeur, elle n'est plus à l'abri de difficultés pour joindre les deux bouts. Il y aurait aux États-Unis, 51 millions de ménages qui ne gagnent pas assez pour assurer l'ensemble de ses dépenses récurrentes, le logement, l'alimentation, l'éducation, le transport et le téléphone. 35 millions de ces foyers sont considérés comme appartenant à la classe moyenne. Dans un livre publié en 2016, l'économiste Brank Milanovic trace une courbe décrivant l'augmentation des revenus en fonction du quartile dans la répartition de la richesse mondiale. On y voit que les revenus des catégories très pauvres ont progressé, ainsi que les 1% les plus riches. Mais les grands perdants de la mondialisation en termes de pouvoir d'achat sont les classes moyennes occidentales. Ce phénomène n'est pas donc pas purement américain. Mais il est d'autant plus visible aux États-Unis, que sa classe moyenne a très longtemps été un modèle de développement.

### 2. *Donald Trump, champion de la Rust Belt désindustrialisée*

L'élection de Donald Trump peut se comprendre comme une conséquence de la désindustrialisation provoquée par l'ère néolibérale. En effet, pour maintenir le pouvoir

d'achat des classes moyennes, les différents gouvernements ont favorisé la délocalisation d'une partie de leur production vers les pays émergents. Toutefois, cet équilibre s'est rompu avec la crise financière de 2008 puisqu'une grande partie de la classe moyenne américaine n'a pas retrouvé les conditions de vie d'avant-crise. Trump a été en réalité le premier à comprendre le désarroi d'une partie de la population américaine.

L'élection de Donald Trump ne s'explique pas, comme aime à le dire une partie de l'establishment américain, à un réflexe identitaire d'un homme blanc, qui aurait perdu son statut d'oppresseur. D'abord il y a une confusion entre la question de l'identité raciale et la crainte de la mondialisation qui se manifeste par une question d'identité nationale. Si la crispation identitaire se ressent dans les préoccupations américaines, elle est moins celle de l'homme blanc face au progressisme social, que celle de la classe moyenne américaine face à la désindustrialisation et la perte de son statut. Ce ressentiment s'est exprimé lors des élections de 2016 notamment dans la partie des États-Unis la plus touchée par la désindustrialisation, à savoir les cinq états de la « Rust Belt » (Michigan, Indiana, Ohio, Wisconsin et Pennsylvanie).

Ces États traditionnellement démocrates ont fait basculer le vote, en se détournant d'Hillary Clinton, principalement sur les questions économiques et sociales plutôt que sur des crispations ethniques. L'ancienne candidate démocrate incarnait ainsi l'ère néolibérale en raison de son positionnement politique mais également aussi à la politique poursuivie par son mari dans les années 90 en faveur du libre-échange commercial qui a permis aux entreprises de délocaliser les emplois de la classe moyenne blanche. Comme lors du changement d'ère en 1980, ce sont les anciens électeurs démocrates qui ont basculé les États-Unis dans une nouvelle mutation. En effet, la classe populaire blanche, peu diplômée, avait soutenu Ronald Reagan dans les années 80 (ils étaient appelés les « Reagan Democrats ») avant de se laisser séduire par Donald Trump en 2016.

Entre 1970 et 2010, les États-Unis ont perdu huit millions d'emplois dans le secteur manufacturier, dont la grande majorité autour de la Rust Belt. Dans le même temps, la population de ces zones n'a cessé de diminuer, parfois de manière dramatique. Entre 1980 et 1990, 23% de la population va quitter la région, et 17% entre 2000 et 2010. Cet exode est symbolisé notamment par la désertification de Détroit, autrefois place centrale de l'industrie

automobile, et dont la population est passée de 1,8 millions d'habitants à seulement 700 000 aujourd'hui. Les habitations laissées à l'abandon dans Détroit, représentent l'équivalent d'une ville comme Marseille.

Le déclassement d'une zone qui a fait la fortune de l'Amérique, a créé un sentiment de défiance important contre la classe politique américaine, jugée coupable de son aveuglement pour la philosophe néolibérale. En premier lieu ce sont les traités de libre échange qui sont souvent pointés du doigt. Le NAFTA (l'accord de libre-échange nord-américain, signé par l'administration Clinton, avec le Mexique et le Canada) aurait ainsi fait perdre plus de 700 000 emplois à l'industrie américaine. La crise des subprimes va parachever cette montée de la colère, en touchant particulièrement la zone. En effet, les familles américaines vivant dans les banlieues de la Rust Belt ont contracté les fameux prêts immobiliers, à l'origine de la crise, qui n'ont pu être remboursés quand les taux d'intérêts se sont envolés et que l'augmentation du prix des biens immobiliers s'est arrêtée, empêchant ainsi le refinancement des emprunts correspondants. En octobre 2009, au plus fort des conséquences de la crise c'est près de 10,2% de la population américaine qui va se retrouver au chômage, dans une situation quasi inédite depuis les années 1930. Le plan de sauvetage massif des banques par les administrations Bush et Obama a certainement pesé dans la conscience de la classe moyenne et pauvre américaine. Aux yeux de la classe populaire blanche, il devait paraitre inconcevable de sauver les banques et les banquiers, alors que le reste de l'économie américaine s'effondrait, que leurs entreprises fermaient, et qu'ils perdaient leur emploi et leur domicile.

L'ascension fulgurante de Donald Trump s'explique ainsi en partie par sa capacité à avoir séduit cette Amérique déclassée. Plus que tout, il leur a donné l'envie de s'engager auprès de lui et de croire de nouveau en la politique. Il faut se souvenir de l'incroyable engouement populaire à chacun des déplacements de Donald Trump. Il va organiser des meetings géants à Canton (Ohio) en Septembre, à Greenbay (Wisconsin) ou à Moon (Pennsylvanie) en Novembre. Des études électorales montrent que c'est parmi les syndicalistes, dont le revenu par foyer est inférieur à 50 000$ par an (le revenu moyen par foyer est de 61 000$ aux USA), que Donald Trump va réaliser la plus forte progression du parti républicain entre 2012 et 2016. Par la promesse de remettre au centre des décisions politiques et de rendre sa grandeur

à cette Amérique déclassée, il a su susciter un espoir qui l'aura sans aucun doute conduit au pouvoir.

## E. Le refus du politiquement correct

L'élection de Donald Trump aura aussi été celle de l'avènement d'une contreréaction à ce que l'on pourrait qualifier de politiquement correct. En brisant ce carcan de la démocratie américaine il a réussi à libérer la parole des déclassés de la mondialisation. Pour beaucoup d'Américains il a eu le courage de dire tout haut ce que l'Amérique rurale ne peut pas dire faute d'être représentée. L'intelligentsia démocrate a voulu lisser la société américaine, sortir toute violence de l'espace démocratique, au point de limiter la liberté d'expression. A force de confondre ce qui est bien et ce qui est vrai, les démocrates se sont vus déconnectés de la société américaine. Face à cette aseptisation du débat, Trump a eu la réaction la plus simple pour casser cette dynamique : l'outrance. Dans une Amérique profonde frustrée de ne pouvoir s'exprimer, qualifiée de raciste et rétrograde, Trump a agi comme un véritable bulldozer sur la scène médiatique américaine. Il a remis la politique sur le terrain du réalisme la sortant de la morale. Cette opposition frontale au politiquement correct s'est matérialisée autour d'une forme assez nouvelle de communication politique.

Trump s'est en effet distingué par ses propos assez provocateurs, dès sa déclaration de candidature, qualifiant les immigrés mexicains de « meurtriers » et de « violeurs ». Mais ce qui frappe au-delà dans ses discours, c'est la pauvreté du langage. Ainsi, une étude de fin 2017 publiée dans Political Studies Review[1] avait montré que là où Obama utilisait un vocabulaire d'un niveau Seconde (un peu au-dessus de la moyenne), Trump, lui, se situait très loin derrière les autres présidents testés, avec un vocabulaire qu'un élève de CM1 peut comprendre. Par ailleurs, ses phrases étaient aussi plus courtes et plus simples. Loin de ce qui pourrait être un mépris de classe, ceci représente un outil rhétorique et une véritable volonté de simplifier le langage pour le rendre plus accessible. Ainsi, Donald Trump utilise en immense majorité des mots très courts et très simples. On retrouve chez lui comme mot les plus courants : "good" (bien), "bad" (mal). Il a deux qualificatifs préférés pour ses

[1] https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/1478929917706844?journalCode=pswa

partenaires et ennemis en politique. Ils sont des “bad guys”, comme il a pu appeler Bachar Al Assad, ou des “amazing guys”.

Il serait simpliste d’attribuer cette particularité du langage à une pauvreté d’esprit de Donald Trump. Au contraire, elle est, pour certains spécialistes du langage, une stratégie de communication. Peter Lawler, professeur de sciences politiques à l’université de Berry College explique ainsi : « Donald Trump tente de rassurer son auditoire, en touchant nos instincts politiques primaires. Il répète des mots simples. » et ceci est complété par le professeur de communication à Harvard Kennedy School Matthew Baum : « Une certaine frange d'Américains associent la simplicité à l'honnêteté. Ils ne croient plus aux discours trop élaborés, ils les jugent trompeurs ». « Les autres candidats révisent beaucoup avant les débats, et leurs réponses semblent trop préparées à l'avance. Trump se contente de dire ce qui lui passe par la tête. Mais tout cela est calculé, il sait très bien ce qu'il fait », analyse encore Peter Lawler. De plus, en classant les personnalités ou les propositions politiques en deux catégories très claires : *good* et *bad*, Donald Trump s’assure de la lisibilité parfaite de son positionnement. En 2016 lors de la primaire, il s’est aussi évertué à placer ses phrases courtes et percutantes à chaque fois qu’un candidat s’enfermait dans une explication trop longue et trop technique. Marco Rubio en a fait les frais à plusieurs reprises notamment sur le terrorisme. Enfin cette simplicité du langage s’inscrit remarquablement dans l’époque des réseaux sociaux. Ces discours en particulier, sont faciles à résumer en quelques tweets et en rendent la promotion très efficace. On pourrait dire que Trump parle comme il tweete.

# II. La seconde révolution conservatrice menée par Donald Trump

## A. Radicalisation de l'électorat

Une partie considérable des Américains est en colère, et Donald Trump l'a bien compris. Mondialisation, partition ethnique, prise en main des universités par les idéologies d'extrême-gauche… Autant de sujets qui amorcent une radicalisation des électorats, de gauche comme de droite, et polarisent leur défiance envers l'establishment.

La crise économique et financière de 2008 marque très certainement le point de départ de ce phénomène de radicalisation progressive. Steve Bannon, conseiller de Donald Trump et chef exécutif de sa campagne présidentielle, voit en cette crise la preuve de l'irresponsabilité du monde politico-financier qui constitue le monde des « élites ». Et en effet, le krach boursier a des conséquences terribles pour les classes moyennes et populaires, qui jugeront que l'État les a abandonnés alors même qu'il sauvait un certain nombre de grandes institutions financières. Ainsi la mondialisation créé une première rupture basée sur la richesse. Une seconde rupture, que l'on pourrait dire « culturelle », se constitue également via ce phénomène de globalisation. Elle est décrite par David Goodhart, un journaliste, économiste et essayiste britannique, dans son livre The road to somewhere. Il y oppose les « gens de partout », et donc de nulle part (autrement appelés « bobos » ou « élites » en France) et les « gens de quelque part », faisant référence ici principalement aux classes moyennes et populaires, enracinées dans un territoire et attachés à la nation (qui leur est un héritage charnel autant qu'une communauté protectrice à l'ère de la mondialisation).

Les théories d'extrême-gauche ayant conquis le domaine universitaire et infusant désormais dans la société américaine (et même au-delà), s'ajoutent de nouvelles fractures divisant la société et radicalisant les électorats. D'un côté les théories du genre, opposant aux États-Unis des militants de plus en plus progressistes, prêts à soutenir des propositions extrêmement minoritaires, et des électeurs croyants (notamment évangélistes aux USA), de plus en plus contraints à durcir leurs positions pour défendre leurs convictions. De l'autre côtés les théories racialistes qui tendent à diviser (encore plus) ethniquement les États-Unis

et à faire du parti Démocrate le parti des minorités, et du parti Républicain le parti des blancs des classes moyennes et populaires. C'est sur cette base que Donald Trump a conquis le parti Républicain. Candidat des blancs victimes de la mondialisation comme de l'hégémonie culturelle de gauche, entendant défendre leurs emplois et leur pouvoir d'achat, et combattant les théories sortant des universités qui dénoncent un racisme systémique dont ils seraient les auteurs (au moins passifs).

## B. Changement de paradigme idéologique

### 1. *L'idéologie du Parti républicain avant Donald Trump*

L'élection de Donald Trump résulte d'un changement de paradigme idéologique qui sera cependant théorisé a posteriori. Mais pour comprendre cette modification substantielle de la doctrine du parti Républicain, il faut d'abord saisir quelle est l'idéologie qui s'est essoufflée avec les années. On la nomme communément « néo conservatisme », et elle résulte d'un consensus qui s'est fait entre les intellectuels des différents milieux conservateurs américains dès l'élection de Ronald Reagan en 1980. Ce néo-conservatisme est basé sur la défense du libre-échange, du libre-marché et de l'individualisme, le tout modéré par un soutien aux valeurs traditionnelles et à la famille, et comprenant cependant une forte dose d'interventionnisme en ce qui concerne la politique étrangère. Ce « fusionnisme » a permis aux conservateurs et aux libertariens d'œuvrer côte à côte pour laisser l'État à la fois hors de l'entreprise et hors de la famille, ceci pouvant être résumé par la formule même du président Reagan : « Le gouvernement n'est pas la solution à nos problèmes. Le gouvernement est le problème. »

### 2. *Les fondements de Trump*

Arrive alors Donald Trump qui va mener une campagne que l'on pourrait davantage qualifier de « populiste » que de « conservatrice » au sens habituel du terme à l'époque. Sa cible ? L'establishment (comparé à un « marécage »). L'électorat visé ? Comme nous l'avons vu auparavant : les blancs des classes moyennes et populaires mis en difficulté par la

mondialisation et l'immigration. Ses propositions de campagne ? Un retour au protectionnisme, l'arrêt de l'immigration, la baisse des impôts pour les classes moyennes et populaires et la fin de l'interventionnisme systématique. Autrement dit : « America first ! ». De fait, quand on lui a posé la question pendant sa campagne de savoir si il était conservateur, Donald Trump avait alors répondu « Bien sûr, et ce que je veux conserver, c'est l'Amérique ». Il s'agit donc d'une forme de retour à l'essence d'un conservatisme qui se nourrit de la grandeur passée du pays.

Ces propositions de campagne, théorisées et fortement inspirées par son ex-conseiller Steve Bannon vont se matérialiser après l'élection de Donald Trump en un véritable courant de pensée et constituer ainsi un profond changement de paradigme idéologique pour les Républicains. Ainsi, la fondation Edmund Burke, du nom de ce célèbre philosophe conservateur irlandais, a organisé à plusieurs reprises des conférences sur le « National-Conservatisme », afin de réussir à donner un corpus idéologique cohérent au Trumpisme. Le plus notable dans ces conférences est que de nombreux ténors des différents courants conservateurs, des libertariens, des néo-conservateurs comme John Bolton, ainsi que des personnalités influentes sortant des cadres habituels comme Tucker Carlson s'y étaient tous retrouvés afin de porter leur pierre à cette réflexion.

Pour les tenants de ce national-conservatisme, le danger ne vient plus tant de l'État que de certaines grandes entreprises, notamment les GAFAM ou Wall Street. On peut voir en ce mouvement une volonté de réaffirmer la primauté du politique et de la nation comme garants du Bien Commun. Ses piliers sont ceux défendus par Donald Trump lors de sa campagne : rejet du libre-échange incontrôlé, rejet de l'immigration, recentrage sur les intérêts nationaux et fin d'un interventionnisme militaire excessif, affirmation des valeurs chrétiennes comme fondements de l'identité américaine.

### 3. *Le retour de l'État stratège conciliant liberté et protection*

Trump ne s'est pas contenté de séduire un électorat touché par la désindustrialisation, il a fait de cette population la priorité de sa politique intérieure et extérieure. Cela se

matérialise par le retour d'un état stratège, dont le rôle est celui du soutien de l'économie américaine.

En faisant de l'emploi le fer de lance de son mandat, Donald Trump va adopter une stratégie comportant deux grands thèmes politiques. Le premier, hérité de la tradition républicaine est celui de la diminution de l'État social et de la stimulation de l'économie américaine, en vue d'une croissance par l'offre. Sur le premier point, il va d'abord détricoter le « Patient protection and Affordable Care Act », dit « Obamacare », contre lequel une partie de l'électorat républicain est très opposé. Pour stimuler l'économie, Donald Trump a provoqué un choc fiscal, annoncé après son investiture, avec 1500 milliards de dollars de baisse d'impôt sur 10 ans. Les deux tiers reviendront directement aux foyers américains, le reste aux entreprises. Le deuxième grand axe de sa politique intérieure, est celle d'un retour d'un protectionnisme qui rompt avec l'ère néolibérale des 30 dernières années. Il augmente les tarifs douaniers, dans le but de financer des vagues d'investissement, et de rendre moins compétitif les biens importés, les deux combinés étant censés favoriser le retour sur le sol américain, d'emplois qui ont été délocalisés dans les années passées. Le bilan de cette politique économique va dépasser les espérances. Jusqu'à la crise de la Covid-19 Trump est quasi assuré de sa réélection en raison de son bilan économique. En 2019, le chômage est au plus bas depuis la fin de la seconde guerre mondiale. A mi-mandat de Trump, l'Amérique aura créé 6 fois plus d'emplois qu'au même moment dans le second mandat d'Obama.

Sur le plan de la politique extérieure, Trump n'a qu'une stratégie, rendre sa grandeur à l'Amérique. Cela va passer par un durcissement de la diplomatie pour tenter de faire triompher les intérêts des États-Unis. Ces positions très dures, vis-à-vis de la Corée du Nord et de l'Iran vont provoquer des tensions extrêmes, poussant les pays au bord de la guerre (particulièrement avec l'Iran), mais cette dernière n'éclatera jamais, et c'est toujours en position de force que Trump abordera alors les négociations. En ce sens, il utilise l'arme douanière et les sanctions économiques pour adopter des accords commerciaux plus favorables comme l'illustre l'accord entre la Chine et les États-Unis. Ainsi, sous l'administration Trump, tout l'appareil administratif américain a pour vocation de soutenir les agents économiques que ce soit à travers la politique commerciale, la politique monétaire ou encore l'utilisation croissante du département de la justice avec l'extraterritorialité.

# III. Trump et le temps des campagnes

## A. Une méthode avant-gardiste

Le candidat Trump se démarque avant tout par sa gestion des publicités à la télévision. Les campagnes électorales américaines sont traditionnellement caractérisées par ces spots publicitaires louant le candidat et décrédibilisant l'adversaire. Hillary Clinton s'est inscrite dans cette lignée en dépensant au total 214 millions de dollars. Ses spots de campagne sont diffusés dans huit « swing states ». Trump a lui créé la surprise en ne dépensant que 74 millions de dollars en spots télévisés, et en ne les diffusant que dans cinq swings states.

Pour garantir sa couverture médiatique, le candidat républicain s'appuiera sur son compte Twitter, mais aussi sur la publicité gratuite que lui fera la presse. Là, où Hillary Clinton a produit 80% des spots télés consacrés à la campagne présidentielle, Trump a bénéficié d'une forme de fascination de la part des médias. Son caractère atypique et ses déclarations chocs lui ont permis, selon l'institut mediaQuant, de bénéficier de l'équivalent de 1,9 milliard de dollars de couverture médiatique gratuite, quand Clinton bénéficie de 2,5 fois moins de couverture. Dès le tout début de la campagne, en juin 2015, Trump lance le ton qu'il adoptera pour le reste de la campagne. Les médias accourent, les déclarations provocatrices du candidat apportant toujours plus d'audience. Ainsi, Trump devient un des sujets les plus traités de la campagne avec 32% du temps de couverture. En effet, contrairement à la France, les temps de parole et d'antenne des candidats aux États-Unis ne sont pas soumis à des règles strictes. Il existe une règle de « equal-time rule », cependant elle ne s'applique pas pour les journaux télévisés, les reportages, les documentaires et les émissions de débats. De plus, aucune publicité ne peut être censurée.

La stratégie de Trump s'est également appuyée sur l'intelligence artificielle. En effet, selon The Guardian, Steve Bannon, un proche conseiller de Donal Trump, aurait fait appel à Cambridge Analytica, une entreprise de collecte de données à des fins électorales. L'entreprise a ainsi récupéré des données d'utilisateurs Facebook à partir d'une application développée pour l'occasion et téléchargée par ces utilisateurs. A partir de ces 270 000 utilisateurs, les développeurs ont pu accéder à un plus large panel d'utilisateurs Facebook. Ils ont ainsi pu établir leurs profils. Les équipes de Trump auraient par la suite profité de ces

données pour faire du ciblage publicitaire dans le cadre du « Projet Alamo ». Les équipes spécialisées diffusaient donc des dizaines de publicités par jour, qu'ils déclinaient en des milliers de variations suivant l'électorat ciblé. Il faut mesurer que cet usage massif de l'intelligence artificielle est une nouveauté majeure dans le monde politique. La méthode utilisée est d'une technicité très élevée, et a probablement joué un rôle important dans la diffusion des idées du candidat.

## B. La diabolisation d'Hillary Clinton

La campagne de Donald Trump s'est également caractérisée par une diabolisation de la candidate adverse. Les campagnes présidentielles américaines ont toujours été marquées par des attaques plus ou moins violentes vis-à-vis de l'opposant, surtout par le biais des spots télévisés. Donald Trump a lui eu recours à tous les moyens pour diaboliser Hillary Clinton.

Il commence par remettre en cause la compétence de son adversaire. Lors des attentats à New York du 18 septembre 2016, il souligne sa faiblesse et son inefficacité. A la suite de l'affaire des courriels, il la qualifie de « désaxée » et de « déséquilibrée ». Trump n'hésite pas à s'en prendre à ses capacités physiques, en interrogeant sa capacité à résister physiquement à la campagne et à des meetings d'une heure en particulier après une suite de malaises qui ont touché la candidate. Il s'attaque à elle sur le plan physique encore plus violemment en décembre 2015 lorsqu'il évoque la première rencontre qu'il a eu avec Clinton, au cours duquel elle a mis du temps à revenir des toilettes : « Je sais où elle est allée, c'est dégoûtant, je ne veux pas en parler ».

Trump parvient également à conjuguer deux caractéristiques traditionnellement opposées : il la dépeint comme une femme incompétente et surtout faible, mais cette faiblesse qui la caractérise ne l'empêche pas de la décrire comme manquant d'humanité. Il commence en août 2016 en expliquant que Hillary Clinton ne considère par les gens de couleur comme « des êtres humains dignes d'un meilleur avenir ». Trump s'appuie là sur un *leitmotiv* dans la vie politique américaine de ces dernières années : Hillary Clinton a longtemps été jugée froide par l'opinion américaine et a longtemps été critiquée pour sa trop grande maîtrise de ses émotions. Ainsi, même si 88% des Américains la jugeaient intelligente en

début de campagne, 52% avaient une opinion négative d'elle car trop technocrate et trop froide. De plus, 65% des Américains la jugeait malhonnête, et les affaires qui vont être révélées au cours de la campagne va permettre à Trump de largement conforter cette opinion.

Ainsi, trois affaires ont ponctué la campagne présidentielle : l'affaire des e-mails, celle de Benghazi et de Wikileaks. L'affaire des e-mails est restée dans la campagne jusqu'à la fin, du fait notamment des annonces récurrentes du FBI : en juillet 2016, à 11 jours, et à 2 jours du scrutin du 8 novembre. L'affaire de Benghazi a été particulièrement préjudiciable à la candidate démocrate. En 2012 un groupe djihadiste attaque la représentation diplomatique américaine à Benghazi, tuant 2 agents de la CIA, un diplomate et l'ambassadeur américain. L'affaire va générer une véritable onde de choc dans une Amérique qui prend conscience de sa vulnérabilité au Moyen-Orient. Plus grave, la gestion de l'événement par l'administration Obama va être très critiquée. Elles vont se cristalliser autour d'Hillary Clinton alors Secrétaire d'État à la Défense, accusée d'avoir minimisé la crise et d'avoir retardé l'intervention de l'armée américaine. L'affaire va être doublement préjudiciable. D'abord l'Amérique est toujours profondément patriotique et la perte d'un ambassadeur va marquer l'opinion. Ensuite une controverse militaire est particulièrement mal venue dans une campagne marquée par les tensions entre les États-Unis, l'Iran et la Corée du Nord. L'Amérique se cherche alors un véritable chef des armées, en élisant son nouveau Président. Avec l'affaire des e-mails, ce n'est plus seulement l'incompétence qui est jeu pour Trump. La stratégie de communication de ce dernier en fera une femme à évincer de la Maison Blanche, non seulement pour son incompétence mais également pour son « comportement criminel ». L'affaire WikiLeaks a elle permit de conforter le caractère malhonnête vendu par les pro-Trump. Les e-mails révélés dévoilent la proximité de Clinton avec le monde de la finance, elle qui se pose comme championne de la classe moyenne, les avantages dont elle a bénéficié lors de débats de la primaire démocrate et l'existence d'éventuels conflits d'intérêts. Toutes ces affaires seront activement relayées et utilisées par les militants pro-Trump très actif sur les réseaux. Cela a ainsi permis de construire un personnage autour de Clinton, qui a largement favorisé Trump.

La campagne de Trump s'est également largement jouée sur l'opposition entre l'Amérique de Clinton et l'Amérique de Trump. Ce dernier a utilisé ce thème principalement pour les thèmes de l'économie et de l'immigration. Il suffit de regarder le clip de campagne « Two

Americas » fait par l'équipe de Trump. D'un côté, l'Amérique de Clinton : « la classe moyenne est écrasée », « les dépenses augmentent », « les impôts augmentent » et « des centaines de milliers d'emplois disparaissent ». L'Amérique de Trump est à l'opposé : « des milliers d'emplois sont créés », « les petits salaires augmentent ». Trump reprend là le message qu'il avait insufflé lors des mails de Clinton révélés par WikiLeaks : Clinton défend les riches et écrase la classe moyenne, sa politique reste proche des financiers tout en oubliant les « vrais » Américains. On retrouve la même scission sur la question de l'immigration. Dans l'Amérique de Clinton : « les réfugiés syriens arrivent en masse » et « les immigrés illégaux condamnés restent sur le territoire ». L'Amérique de Trump est celle où « les frontières sont sécurisées et nos familles en sécurité ». La campagne autour de Clinton va se cristalliser autour de cette scission. En somme, on retrouve la même dualité qu'avait développé Mitt Romney face à Barack Obama sur l'écologie : d'un côté un candidat réaliste qui prend soin de sa population face à un candidat qui place des idéaux au-dessus des emplois et de la sécurité de sa population. La vraie Amérique oubliée des élites face à l'Amérique déconnectée de la classe ouvrière.

## C. L'utilisation de l'actualité

La campagne a été principalement marquée par une nette opposition de la presse à Donald Trump. La majorité des grands journaux nationaux ont révélé, sans surprise, leur attachement à la candidate démocrate. Pour autant, cela n'a pas empêché de profiter d'un relais important dans les médias, grâce à l'importance prépondérante qu'ont joué les réseaux sociaux dans cette campagne. Le candidat républicain a réussi à s'imposer comme le président des réseaux sociaux. Ce dernier l'avait d'ailleurs déclaré dans un entretien sur CBS « Ils [les réseaux sociaux] m'ont aidé à faire passer mon message. Quand on dit du mal de moi, cela me permet de répondre ». Sur Twitter, Trump a bénéficié du soutien de faux comptes Twitter, appelés des « bots ». Ils étaient chargés d'aimer ou retweeter des messages du candidat républicain. Ainsi, pendant le 3ème débat présidentiel, les bots partageant des contenus favorables à Trump étaient 7 fois plus nombreux que pour Clinton. De plus, selon des chercheurs de l'université de Californie, près d'un tweet sur cinq lors de cette campagne auraient été écrits par des bots. Trump a également bénéficié d'une armée d'internautes, surnommée la « Trump's Troll Army », officiant principalement sur 4chan et Reddit. Ils ont

utilisé plusieurs méthodes pour soutenir leur candidat : diffuser massivement des messages pro-Trump, et partager des fausses informations. Ainsi, les internautes partageaient des tweets passant pour des informations officielles de l'équipe Clinton.

L'utilisation de Twitter par le clan Trump a été massive. Mais l'utilisation de Twitter par le candidat lui-même l'a été tout autant. Le candidat républicain se distingue d'ailleurs par un style tout à fait particulier sur le réseau social. Tout d'abord, parce qu'il est souvent le propre auteur de ses messages, contrairement aux autres candidats qui laissent la rédaction à leur équipe de campagne. Il en résulte que les tweets de Trump se caractérise principalement par une plus grande proximité avec ses électeurs : il y exprime ses sentiments et ses émotions. Twitter a permis au candidat de commenter l'actualité et les évènements de la campagne, mais il lui a surtout permis de répondre aux critiques et d'attaquer ses rivaux. Il a fait de Twitter au cours de cette campagne, certes une plateforme d'informations, mais surtout un lieu de contact avec son électorat. Le langage et le vocabulaire y est simple et les réponses semblent instinctives. Ses Tweets n'ont pas pour utilité de proposer une analyse complexe de la situation, mais plutôt d'offrir son émotion du moment : il y exprime donc ses sentiments et y attaque ses rivaux.

Toujours dans la logique de décrédibilisation d'Hillary Clinton, Trump a pu s'appuyer sur ses fans très actifs sur les réseaux sociaux pour diffuser de nombreuses « fake news ». On peut y voir un rapport particulier à la vérité, mais c'est surtout la capacité qu'il a à utiliser l'actualité à son avantage et à la faire relayer par la suite qui est intéressante. Cette utilisation lui aura permis d'appuyer les opinions déjà négatives d'une partie des Américains à l'égard d'Hillary Clinton et ainsi de servir l'intérêt de Donald Trump. Il existe donc deux « fake news », qui ont massivement été relayées par les réseaux sociaux : le « Pizzagate » et « la maladie d'Hillary Clinton ». L'histoire vient d'un des mails dévoilés par WikiLeak, qui évoque une levée de fonds organisée par le propriétaire d'une pizzeria. A partir de cette information, 4chan a fait grandir la rumeur : cette pizzeria couvrirait un réseau pédophile démocrate. La deuxième « fake news », largement diffusée, concerne la capacité d'Hillary Clinton à occuper le rôle de Président. Ainsi de nombreuses rumeurs circulaient quant à l'état de santé défaillant de la candidate. Ceci contrastant avec la force et l'« énergie » dégagée par Donald Trump.

Enfin, Trump n'hésite pas tout au long de la campagne à invectiver la presse et à s'en prendre à elle sous prétexte que les médias « inventent des choses ». Par exemple, il n'a ainsi pas hésité à exclure le Washington Post de ses meetings. En faisant cela, Trump reprend le thème des « Two Americas » : une Amérique élitiste déconnectée de la réalité face à une Amérique en phase avec les « vrais » américains. En effet, la catégorie de médias visée par Trump, comme le Washington Post, est souvent jugée « coupée du monde » et acquise à la cause de Clinton. Ainsi, Steve Deace, animateur conservateur dans l'Iowa, déclarait « Combien de personnes dans les rédactions sont pro-life ? Combien vont à l'église ou à la messe une fois par semaine ? Combien ont voté pour Trump ? […] Il y a un manque colossal de diversité idéologique et culturelle dans nos rédactions. Et je crois que cela crée un fossé profond au niveau national. ». Un éditorialiste du New York Times lui-même le reconnaissait : « Nous, médias traditionnels, sommes déconnectés de la classe ouvrière américaine ». S'attaquer à la presse traditionnelle, c'est donc s'attaquer à cette catégorie de la société américaine à laquelle Trump s'oppose, l'exclure de ses conférences de presse c'est afficher son opposition à Clinton, soutenue par ces médias, et c'est une façon de remettre la classe ouvrière américaine, les oubliés de l'Amérique au centre du jeu.

## D. Ce qui a changé entre 2016 et 2020

La campagne de Trump a commencé par un changement de directeur de campagne. C'était Steve Bannon qui l'avait accompagné en 2016, pour 2020 ce sera Bill Stepien. Ce dernier vient en remplacement de Brad Parscale, qui avait été nommé directeur de campagne dès février 2018. Ce dernier paie l'échec du meeting électoral de Tuls de fin juin : un meeting avec les deux tiers de la salle de vide. Afin de créer une nouvelle dynamique, Parscale est rétrogradé au poste de directeur des stratégies numériques et statistiques et son adjoint prend sa place. Stepien avait déjà participé à la campagne de Trump en 2016, il connaît donc bien les rouages d'une campagne à la Trump. Ce n'est pas le seul rescapé de la campagne de 2016. On apprend alors que Trump a été contaminé au coronavirus début Octobre, que c'est sa collaboratrice, et chargée de la communication de la campagne de 2016, Hope Hicks qui l'a contaminé. Alors que beaucoup considèrent que son génie pour la communication a fait beaucoup dans la victoire en 2016, Trump a donc décidé de lui faire de nouveau confiance pour sa course à la réélection.

Ce n'est donc pas étonnant qu'on retrouve de nombreux éléments semblables à 2016 dans cette campagne. Ainsi, le meeting que Donald Trump a tenu en septembre 2020 dans le Nevada a des airs de déjà vu avec 2016 : entrée en scène sur « Gob Bless the USA », même complicité avec le public par de nombreuses interpellations de sa part, même attaque contre les démocrates, etc. Donald Trump continue également ses attaques contre la presse : il accuse les journalistes de propager des « fake news », d'être « malhonnêtes » et « corrompus ». Il avait repris ce même thème lors du lancement de sa campagne en Floride en juin 2020. Donald Trump réutilise à nouveau la diabolisation du candidat démocrate comme technique de communication. Ainsi il attaque Biden sans relâche. Il le surnomme « Joe l'endormi », il décrit un monde de chaos dans le cas où Biden serait élu, une Amérique manipulée par les socialistes. On retrouve également ce même rapport aux informations et donc à la réalité qu'en 2016. Outre, les accusations répétées contre les journalistes, c'est la sincérité des futurs résultats de l'élection qui est mise en cause. Ces remarques répétées au fil de la campagne vont dans le sens d'une contestation des résultats du scrutin en cas de défaite.

Néanmoins, pour cette campagne de 2020, Trump peut déjà s'appuyer sur un bon bilan économique (bilan d'avant Covid). En effet, jusqu'à la crise sanitaire, les chiffres étaient encourageants. Ainsi, malgré la crise sanitaire, en juin 2020, les chiffres du chômage était bas (3,5%) et la croissance de 2019 atteignait les 2,3%. Trump peut également louer ses succès diplomatiques : le rapprochement avec la Corée du Sud, la renégociation de l'ALENA. Son affrontement avec la Chine est également un élément majeur de sa stratégie internationale. Son bilan est son principal atout pour cette campagne de 2020 : son équipe de campagne a ainsi mis en ligne un site listant les promesses tenues par le Trump au cours de son mandat.

Cependant, par rapport à 2016 et malgré son bilan, Donald Trump doit faire face aux nombreuses critiques qu'ont engendré la crise du Covid-19. Cette dernière a d'abord mis à mal son bilan économique, la pandémie ayant détruit plusieurs millions d'emplois et mis le pays en récession. Sa gestion de la crise est également pointée du doigt : Donald Trump a répété pendant de nombreux mois que le virus allait disparaître et qu'il n'était pas la peine de le prendre au sérieux, avant de devoir faire machine arrière. La stratégie de Trump est de paraître comme le seul homme d'État à pouvoir guider la nation vers la sortie de cette crise, notamment en promettant un vaccin d'ici la fin de l'année et en promettant une reprise économique.

Les nombreuses violences qu'a connues l'Amérique à la suite de la mort de George Floyd viennent également ternir le bilan de Trump. C'est d'ailleurs tout le pari de Joe Biden : présenter Donald Trump comme celui qui a divisé l'Amérique et qui ne parvient pas à la protéger face à la crise sanitaire et aux violences issues des manifestations antiracistes. Face à cela, Trump change légèrement sa stratégie de 2016 : au lieu d'opposer deux Amériques, celle de la classe ouvrière et celle de Washington, Trump se présente comme le défenseur de la civilisation occidentale. L'enjeu devient civilisationnel : sans Trump, la « vraie » Amérique disparaîtra. Trump fait donc sien le vieux slogan de Nixon « Law and Order », ce thème reste sa meilleure chance de compenser les difficultés que la crise sanitaire lui a apportées. Pour protéger l'Amérique, Trump joue également sur la position politique de Biden : avec lui, l'Amérique sera « assiégée de l'intérieur », il faut empêcher l'extrême-gauche de rentrer à la Maison Blanche. Avec ces deux thèmes, Trump fait de lui le candidat défenseur de l'Amérique.

Enfin, Trump bénéficie de sa stature de président. Grâce à cela, son exposition médiatique est facilitée. Chaque déclaration publique ayant trait à la campagne ou non est filmée et retransmise.

# IV. Gouvernance et lutte interne au sein des Républicains pendant le mandat

## A. Mike Pence

« Je suis un chrétien, un conservateur et un républicain, dans cet ordre-là. » s'amuse à répéter régulièrement Mike Pence, l'actuel bras droit de Donald Trump. Discret mais ferme sur ses convictions, ce conservateur d'origine irlandaise fait figure de passerelle entre son président et l'électorat traditionnel des Républicains. Il ne serait pas futile de rappeler que Mike Pence ne fut pas un soutien du premier jour de Donald Trump. Il fut d'abord celui de Ted Cruz lors des primaires de 2016, et a finalement été choisi par l'actuel Président de États-Unis lors de la victoire de ce dernier dans le but d'apaiser les tensions avec le parti Républicain, parfois inquiet de sa candidature.

L'ancien gouverneur de l'Indiana avait tout pour plaire à l'establishment du parti : néo-conservateur, ancien membre du Tea-Party et donc très libéral sur les questions économiques, figure emblématique du courant évangéliste qui vota à plus de 80 % pour Donald Trump lors des présidentielles de 2016. Ce n'est certes pas la ligne défendue par ce dernier, beaucoup plus protectionniste, mais le ticket est parfait : au candidat à la présidence les classes populaires anciennement acquises aux Démocrates, au candidat à la vice-présidence l'électorat traditionnellement républicain. À Trump les discours flamboyants et la parole libérée, à Pence le style discret et les prises de parole réservées. Malgré des convictions différentes, l'ancien gouverneur est un bon soldat et n'a pas l'intention de nuire ni à son parti, ni au Bureau ovale. Il est un pilier important du système Trump et maintient des liens entre son président et un establishment souvent malmené par ce dernier.

## B. Position anti-establishment

L'establishment et Trump… ou « le grand désamour ». Ce n'est pas trop de rappeler que c'est sur un discours essentiellement axé sur la lutte contre ledit « l'establishment » et sur la promesse de « drainer le marécage » de Washington -c'est à dire de reprendre leur influence aux les élites qui sont au pouvoir d'une manière ou d'une autre depuis des années-, que

l'ancien candidat républicain à la présidentielle américaine de 2016 a remporté l'élection. Mais cette position ne plaît pas à tout le monde, même au sein du parti de droite. Ainsi, certains élus républicains comme l'ancien gouverneur de l'Ohio John Kasich n'ont pas soutenu Donald Trump en 2016, et plusieurs républicains modérés comme le sénateur Jeff Flake ou l'ex-secrétaire d'État Colin Powell se sont ralliés aux Démocrates pour la présidentielle de 2020, pourtant les transfuges sont rares dans le pays.

## C. Un turnover permanent

« You're fired ! », voilà une phrase qui accompagne l'actuel président depuis maintenant de nombreuses années. Mais le contexte a changé. D'abord prononcée dans le cadre de l'émission The Apprentice que Donald Trump animait, c'est désormais au cœur du Bureau ovale qu'elle retentit. Jamais, en effet, la Maison Blanche n'avait connu un tel turnover dans ses équipes. Un chiffre de 2018 indiquait un taux de turnover de 43 % en son sein, bien plus, donc, que lors des mandats précédents. Conseillers à la sécurité nationale, directeurs du FBI, porte-paroles, chefs de cabinet, directeurs de communication, conseillers, secrétaires d'État… aucun poste n'est épargné.

Les raisons de ces limogeages ? Les erreurs de communication, les divergences trop profondes d'opinion, ou parfois tout simplement l'inefficacité. Ainsi, Rex Tillerson, ex-diplomate en chef de Donald Trump, s'est vu remercier pour ses opinions sur le nucléaire iranien ou les tensions en Corée du Nord. Gary Cohn, ex-directeur du conseil économique national, pour son désaccord concernant le « repli » protectionniste opéré par le président. Tom Price, ex-secrétaire à la santé, pour son incapacité à abroger l'Obamacare. Et la liste est encore longue.

## D. Le cas John Bolton

Le cas le plus emblématique de cet important turnover est certainement celui de John Bolton. Haut-fonctionnaire américain, proche des personnalités néo-conservatrices, président de Gatestone Institute et surnommé le « super-faucon » pour ses positions interventionnistes, il fut le conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump. Les deux

hommes partagent certaines convictions, dont le mépris du multilatéralisme, des traités et des institutions internationales qui brident la souveraineté des États-Unis. Ils sont également les partisans du « America first » et d'une vision réaliste de la géopolitique consacrant les rapports de force plus ou moins brutaux.

Mais John Bolton est trop faucon pour les faucons… ce va-t-en-guerre avait déjà réussi, sous la présidence Bush, à s'aliéner une grande partie de l'administration alors en place. Et sa nomination par Trump lui donne l'occasion de renouveler l'exploit. Trop interventionniste, et ne connaissant en diplomatie que la solution militaire ou les coups de bâton, l'animosité se creuse entre lui et le président, qui ne souhaite aucunement le déclenchement d'une nouvelle guerre. Ce dernier ironise : « Si ça ne tenait qu'à John, on serait embringués dans quatre conflits aujourd'hui. » En septembre 2019, Bolton est limogé. Il va alors essayer de se venger en faisant paraître un livre dans lequel personne, à la Maison Blanche, n'est épargné. Un recours judiciaire est déposé par l'exécutif pour faire interdire la publication de l'ouvrage, sans succès. Les conséquences de ce livre pour Donald Trump semblent toutefois limitées.

## E. L'impeachment, où le moment de la réconciliation

Certains républicains ont beau prendre leur distance avec l'actuel locataire de la Maison Blanche, bien peu, au final, sont prêts à le braver directement, de peur de trouver des candidats trumpistes contre eux aux primaires. La procédure d'impeachment lancée par le camp Démocrate fut donc finalement relativement bénéfique pour Donald Trump : reprenant la rhétorique d'une « chasse aux sorcières » et d'un « harcèlement présidentiel », le président américain a réussi à mobiliser sa base et a pu faire pressions sur les sénateurs républicains, qui ont finalement dû tous se résoudre à s'aligner derrière lui. « J'ai un taux d'approbation de 95 % dans le parti républicain » a-t-il assuré, mettant les élus de son propre camp devant une certaine réalité : le trahir, c'est risquer sa place. Le message est bien passé, Trump a fait régner une discipline de fer dans le parti et celui-ci fait bloc derrière lui, dénonçant des accusations basées sur des « ouï-dire ».

# V. La politique Trumpiste

La politique de Donald Trump s'inscrit dans la continuité de ses discours avec une primauté au clivage et au non politiquement correct. Peu importe l'écho médiatique des mesures politiques prises, celles-ci sont avant tout guidées par leurs efficiences.

## A. Un champion économique

Le secteur économique en est le parfait exemple. Avant la crise sanitaire, les États-Unis avaient connu le cycle de hausse économique le plus long de leur histoire. Le Dow Jones n'aura cessé de croître depuis le 9 mars 2009 jusqu'au 11 mars 2020. Durant ces 113 mois consécutifs, le plein emploi a été à son apogée et notamment sous la mandature Trump. Depuis 2009, plus de 22 millions d'emplois ont vu le jour. Pour parvenir à ce résultat, les mesures politiques sont allées à l'encontre des préceptes économiques : un protectionnisme économique, un interventionnisme industriel, une politique de l'offre de baisse d'impôt et de déréglementation couplée d'une politique keynésienne de déficit budgétaire et de politique monétaire expansionniste.

Alors que le climat réglementaire bancaire portait encore les cicatrices de la crise de 2008, Trump a fait le choix de la déréglementation en assouplissant les règles prudentielles et les ratios de fonds propres. Il a par exemple ajusté à la baisse la « Volcker Rule » séparant les activités de trading et de banque de dépôt. Ce choix a permis tout récemment aux banques américaines de très bien résister face à la crise de la Covid-19 et même de réaliser des profits. Grâce à ses résultats de trading, Goldman Sachs a engrangé un profit sur le deuxième trimestre identique à l'année précédente. Dans le même temps, Morgan Stanley a publié un bénéfice record au deuxième trimestre. En parallèle, Donald Trump n'a cessé de faire pression sur le président de la FED pour baisser les taux directeurs alors que la banque centrale américaine avait fait le choix d'une hausse des taux durant la première partie de son mandat pour faire face au risque d'inflation. Les prises de positions prises par le président américain auront porté leurs fruits puisque Jerome Powel, le directeur de la banque centrale américaine a déclaré fin août que la banque centrale laissera l'inflation dépasser les 2% et

n'interviendra que si l'inflation est durable. Ceci implique que les taux d'intérêt américain vont rester très bas même s'il y a un rebond de l'inflation dans les mois à venir.

En parallèle, une politique fiscale de stimulation de la croissance et de l'investissement a été menée en baissant les impôts des salaires les plus élevées et des entreprises. Le taux des entreprises est passé de 35% à 21% même si en parallèle l'assiette fiscale a été élargie. Selon deux économistes Robert Barro et Jason Furman, proches des républicains, la réforme de la fiscalité des entreprises aurait eu un impact assez faible avec seulement 0,15 point par an. Mais, cette réforme fiscale a été accompagnée d'une forte hausse des dépenses et par conséquent d'une stimulation de la demande. Trump a eu à cœur également de réaffirmer l'identité industrielle des États-Unis en contraignant les entreprises américaines à investir dans leur pays plutôt qu'à l'étranger. Pour faciliter cela, une forme d'amnistie fiscale a été instaurée afin que les grands groupes américains soient incités à rapatrier leurs bénéfices stockés à l'étranger (en effet, l'impôt sur les sociétés n'est dû aux USA que lorsque les profits sont effectivement rapatriés sur le territoire américain). Ainsi, en 2018, où Donald Trump a instauré un rabais spécial sur le taux de l'impôt sur les bénéfices à l'étranger -de 35% à 15.5%-, ce sont 665 milliards de dollars qui ont été rapatriés par les entreprises américaines, à comparer au seulement 155 milliards rapatriés en 2017. Par ailleurs, il a mis en place de nouvelles barrières douanières, et a fait pression sur certains secteurs industriels en menaçant d'augmenter les droits de douane. Pour redynamiser la puissance industrielle des États-Unis, il relancera la production de gaz de schiste et de charbon dans des États qui avaient été fortement frappés par la désindustrialisation tels que l'Oklahoma ou la Pennsylvanie.

Comble de la situation, malgré une image raciste, durant le mandat Trump, le taux de chômage des noirs atteindra un taux jamais vu depuis 1972 avec 6,6% (ce qui reste toutefois le double des blancs), et leurs salaires ont également augmenté après une décennie de quasi stagnation. En contrepartie, le poids de la dette publique atteint aujourd'hui des sommets avec un montant colossal qui s'élève à plus de de 22 000 milliards de dollars et qui limitera surement les marges de manœuvre des prochains gouvernements.

Donald Trump accentue sa politique interventionniste avec la gestion économique de la crise de la Covid-19 en déployant dès fin mars un plan d'aide massif record de plus de

2 000 milliards de dollars dont 500 milliards destinés aux entreprises industrielles via des prêts ; 290 milliards pour les aides directes aux citoyens, pouvant atteindre 3.000 dollars par foyer. Même si l'économie américaine a été fortement touchée par la crise du fait de la quasi-absence d'allocations sociales, elle s'est illustrée par sa capacité de rebond comme en témoigne le nombre de création d'emplois au mois de mai qui fut du jamais vu depuis au moins 1939 avec plus de 2,5 millions de nouveaux emplois.

Par un double choc de demande et d'offre, Trump a été précurseur en procédant à des mesures interventionnistes dans une économie qui semblait tourner à plein régime avec un plein emploi à son apogée et qui donc ne devait théoriquement pas répondre favorablement à ses mesures.

## B. Une ligne politique étrangère isolationniste

La politique étrangère de Donald Trump est fortement corrélée à sa politique intérieure économique dans le sens où elle défend les intérêts de sa base électorale. Le trumpisme s'appuie sur les fracturations de la société américaine qui ont été initiées par les mandats Obama. N'oublions pas qu'à fin 2016, Obama était le président le plus clivant depuis les années 50. En effet, 81 % des électeurs démocrates avaient une opinion positive d'Obama et seulement 14% des républicains partageaient cet avis, selon une étude du Pew research center réalisée en octobre 2016. La société américaine était donc très clivée avant même le mandat Trump. Dans ce contexte, le président américain est persuadé que son électorat est opposé aux conflits militaires de longue durée. Les interventions militaires en Irak, en Afghanistan et en Libye sont perçues comme des échecs humains et économiques. Il fait donc le choix d'un retrait progressif. Cependant sur le dossier de l'état islamique, il saura se démarquer de son prédécesseur en osant franchir le pas des frappes militaires ciblées.

Cette politisation de la politique étrangère conduira Trump à durcir le ton sur la politique étrangère afin de mieux s'opposer aux choix pris par Obama. Vis-à-vis d'Israël, il se positionne comme un allié inconditionnel en étant notamment en faveur du transfert de l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem. Il est également pour le retrait des États-Unis sur l'accord du nucléaire Iranien. Jamais, un candidat puis un président aura eu un

positionnement aussi en faveur d'Israël. Trump croit à la théorie de droite israélienne comme quoi l'Iran souhaite rayer de la carte ce pays et veut dominer cette région.

Plus globalement concernant sa politique étrangère, il met fin au multilatéralisme et impose ses idées unilatéralement sans consulter ses alliés traditionnels. Il souhaite rééquilibrer l'intégralité des accords de partenariat en faveur des États-Unis. En s'opposant aux alliés traditionnels, il affirme haut et fort les revendications de l'America first. Et il revendique que les États-Unis ne doivent plus assumer le rôle de gendarme du monde.

L'administration Trump se retirera ainsi du partenariat Trans-Pacifique mis en place par Obama. Puis, elle se retirera également de l'accord de Paris sur le réchauffement climatique, permettant une relance économique des zones désindustrialisées en favorisant la production de gaz de schiste. L'administration a aussi remis en question le fonctionnement classique de l'OTAN en dénonçant le fait que les États-Unis payent pour la défense de l'Europe. Son positionnement vis-à-vis de la Turquie lors de la crise syrienne illustre sa vision de l'OTAN comme un acteur majeur de la scène géopolitique mondiale en voie de disparition.

Il remettra également à plat les accords de l'ALENA, comme promis durant sa campagne. Il ira jusqu'à la provocation en disant qu'il était prêt à revenir aux accords bilatéraux de libre-échange de 1987. La théorie du chaos est utilisée à son paroxysme afin de replacer les États-Unis au cœur des accords commerciaux.

Pour synthétiser la politique étrangère de Donald Trump, elle s'appuie sur trois piliers. Le premier est la destruction des structures du multilatéralisme qui régissent notamment l'ordre mondial. C'est pourquoi, il s'oppose avec véhémence aux institutions internationales comme l'OMS, l'ONU, l'OTAN, la banque mondiale, … La réduction des contributions financières à ces institutions s'inscrit dans cette doctrine. Ensuite, le deuxième pilier est la revendication sur la scène publique de ses succès internationaux afin d'illustrer que sa politique fonctionne. Lors de la neutralisation du leader de l'État islamique Abou Bakr Al-Baghdadi, il déclara qu'il avait rendu le « monde plus sûr ». Après des mois de négociation avec la Chine qui devaient déboucher sur un accord en janvier 2020, il avait qualifié les accords de « deal le plus important du monde ». De même, lorsqu'il a entamé des discussions

historiques avec la Corée du Nord, il a proclamé avoir procédé à une « complète dénucléarisation de la péninsule coréenne » alors qu'aucune action ne fut enclenchée. Les accords de normalisation des relations entre Israël et les Émirats arabes unis obtenus au forceps début Septembre 2020 l'ont fait rentrer dans la liste convoitée des nominés pour le prix Nobel de la paix. Cette nomination est un argument de poids pour Donald Trump afin d'illustrer que sa politique étrangère est révolutionnaire et une réussite. Et concernant le troisième et dernier pilier, il s'agit de la réaffirmation de l'autorité des États-Unis dans le duel qui l'oppose à la Chine. Alors qu'Obama utilisait les organismes internationaux pour contrer les ambitions chinoises, Trump s'est lancé dans une relation bilatérale de confrontation dans le but d'ajuster la balance commerciale à sa faveur. Les trois axes de sa politique étrangère ont définitivement bousculé les équilibres de l'ordre mondial.

## C. Guerre commerciale

Dans sa quête d'affirmation de son slogan « Make America great again », Donald Trump s'est lancé dans la défense des intérêts commerciaux américains et dans la réaffirmation de l'identité industrielle des États-Unis. Ainsi, il s'est attaqué à toutes les zones géographiques où la balance commerciale était trop défavorable aux États-Unis. L'Europe fut touchée par cette remise à plat des accords commerciaux ainsi que l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud. Mais, c'est le conflit avec la Chine qui a été et qui est le plus virulent. Le président américain veut avant tout freiner la croissance de la Chine et accuse l'État chinois de ne pas avoir respecté les règles du commerce international. Plus précisément, il accuse la Chine d'avoir procédé au dumping afin de gagner des parts de marché à l'étranger en vendant des biens à l'exportations en dessous de leur prix de revient, puis d'avoir imposé aux sociétés qui désiraient percer le marché intérieur chinois de transférer leur savoir-faire technologique, et également d'avoir dévalué à forte dose leur devise afin de faciliter les exportations. Pour contrer ces agissements, Trump a choisi d'augmenter fortement les taxes sur les importations au sein du marché américain. Il a par exemple visé les importations d'aluminium ou d'acier car la Chine est le plus exportateur dans ce domaine.

L'objectif de Donald Trump est de dissuader les américains d'acheter des produits en provenance de Chine et de bousculer l'État Chinois qui est en phase de transition. En effet, l'économie chinoise a lancé un grand plan de transformation de son économie afin de faire

émerger un réel marché intérieur de consommation et ainsi ne plus être seulement porté par les exportations. Le plan « Made in China 2025 » fut élaboré dans cet optique de modernisation de l'économie chinoise et plus particulièrement de son industrie.

## D. Une révolution conservatrice durable à travers la nomination de juges fédéraux

Les relations entre Donald Trump et la justice fédérale américaine n'ont pourtant pas toujours été cordiales. Il a d'abord trouvé dans la justice un farouche opposant à ses coups de force politique. Mais Donald Trump en fin stratège va trouver un moyen de remédier à cette opposition, avant de faire des juges sa force pour peser sur les États-Unis. Le président américain a profondément modifié la politique américaine à travers la nomination de juges fédéraux conservateur qui lui permettent de transformer durablement le pays au-delà de son mandat.

Il faut se rappeler que Trump a avant tout été élu contre l'establishment de son pays. Il s'attaque aux juges dans sa volonté de renverser les codes. Ce sont en particuliers les juges fédéraux, nommés par le pouvoir politique avec l'assentiment de l'État qui vont lui donner du fil à retordre. Tout commence avec le blocage par les juges fédéraux du décret sur l'immigration « Travel Ban » qui permet d'interdire l'arrivée sur le sol américain des ressortissants d'un certain nombre de pays, musulmans en majorité. Profondément marqué par ces débats, Donald Trump a l'intime conviction que ces derniers dépassent leur compétence purement juridique pour s'immiscer sur le terrain de la politique et du pouvoir. Un deuxième épisode entérine cette opposition et concerne les déclarations d'impôts du Président américain. On entre ici dans une sphère encore plus intime lorsque les juges fédéraux vont obliger le milliardaire à se soumettre à l'exercice de transparence.

Trump va dès lors nommer massivement des juges fédéraux pour accroître son emprise sur le pays. Il a nommé plus de 200 juges fédéraux (les États-Unis comptent 860 juges fédéraux) lors de son mandat, un record pour un président américain. Les juges fédéraux sont nommés par le Président et confirmés par le Sénat. Ils ont un rôle important

car la Cour suprême américaine ne peut examiner qu'un nombre très réduit de sujets. Les juges fédéraux sont amenés à se prononcer, et à avoir parfois un avis suspensif sur un grand nombre de sujets. Ils ont un droit de regard sur les décrets présidentiels, mais aussi sur les enquêtes judiciaires, comme celle sur les supposées ingérences russes nous le rappelle. Ces juges fédéraux devraient également jouer un rôle important dans l'enquête qui s'ouvre sur l'ordinateur retrouvé du fils de Joe Biden. Enfin ces juges jouent un rôle important dans le rapport de Trump avec le parti républicain. En nommant des juges conservateurs, Trump réalise sa promesse et garde ainsi le soutien d'une partie de l'électorat et des cadres républicains qui auraient pu hésiter à se mobiliser pour lui. En échange Trump bénéficie du soutien du Sénat à majorité républicaine, sur d'autres sujets. Il ne faut pas s'y tromper ces juges ont une influence considérable. Certains vont par exemple se prononcer sur le plafond des dons pour l'élection présidentielle.

Les juges fédéraux insufflent surtout un esprit dans la manière de rendre la loi. Ceci explique que le ministre de la justice Jeff Sessions se félicite d'un changement de paradigme sur les questions de société traditionnelles aux États-Unis : le racisme, les armes ou le travail. Dans ces domaines les juges seront capables d'une interprétation conservatrice du droit. Ces juges fédéraux étant nommés à vie, Donald Trump garantit une emprise républicaine sur les questions de société pour une longue durée, assurant sa postérité. Mais il existe une juridiction qui influe encore plus en profondeur sur la société américaine, et avec laquelle Trump a réussi un tour de force encore plus important.

En nommant récemment Amy Coney Barrett, connue pour ses positions conservatrices, Donald Trump s'assure la mainmise sur la Cour suprême pour de nombreuses années. En effet avec la nomination de 3 juges plutôt jeunes (53, 55 et 48ans), Trump assure que la majorité de la cour reste républicaine pour une longue durée. D'autant que le juge le plus âgé de la cour a été nommé par Bill Clinton, et que John G. Roberts (65 ans) et Clarence Thomas (72 ans) ont encore de belles années devant eux. La cour suprême est la plus haute juridiction américaine, et son pouvoir s'étend bien au-delà du droit. Contrairement au Conseil Constitutionnel français, la Cour suprême s'exprime aussi sur le fond des dossiers qu'elle traite. La plupart des grands débats de la société américaine revienne tôt ou tard sur leurs bureaux : la législation sur les armes, l'avortement ou la peine de mort. La question est

d'autant plus sensible que le parti Républicain est le grand défenseur de la liberté, que la Cour suprême est censée défendre coûte que coûte.

Avec la nomination des juges fédéraux à un rythme frénétique et l'assurance d'une majorité à la Cour suprême, Trump s'est offert un avantage à court terme pour l'élection présidentielle, car ce sont ces instances qui se prononceront en cas d'irrégularités sur le vote. Mais il a avant tout assuré la pérennité de ses idées. En cas de défaite, l'élection de Trump n'aura pas été un épisode éphémère dans l'histoire américaine, mais bien une révolution sur le long terme.

## E. Une gestion hasardeuse de la crise sanitaire de la Covid-19

La gestion sanitaire de la crise de la Covid-19 risque de faire tache sur le bilan du mandat Trump. Après avoir sous-estimé la vitesse de propagation de la pandémie et le taux de létalité du virus pour les plus de 65 ans, le président américain s'est lancé lors de conférence de presse dans des propositions loufoques qui suggéraient par exemple d'ingérer de l'eau de javel et de s'injecter du détergent dans les veines pour vaincre le virus. Fin septembre, le seuil des 200 000 décès avait été franchi alors que Donald Trump avait assuré fin mai être en mesure de ne jamais dépasser le bilan de 80 000 à 90 000 morts. Pour se justifier, il rappellera que le taux de mortalité rapporté aux contaminations est le double au sein de l'Union Européenne, mais oublie volontairement de citer le taux de mortalité rapporté à la population qui lui n'est guère réconfortant pour les États-Unis. Afin de contrer ce climat de défiance, Trump a promis l'agrément d'un vaccin d'ici l'élection et promet une dose de vaccin « pour chaque américain » d'ici avril 2021.

Néanmoins, cette promesse se heurte à la réalité du développement de vaccins, et a donné lieu à d'importantes passes d'armes entre le président et la Food and Drug Administration, agence en charge de l'agrémentation des produits pharmaceutiques. Ainsi, alors que la FDA souhaitait publier des « *guidelines* » plus strictes pour la validation d'un vaccin, l'administration Trump s'y est opposée, et ces nouvelles règles ne sont jamais parues. Pour justifier la non-tenue de l'échéance sur le vaccin, Donald Trump a ainsi mis en cause l'intégrité de la FDA, qui d'après lui chercherait sciemment à lui nuire en retardant

l'approbation de thérapies et de vaccins pour la Covid-19. Ceci devrait permettre à Donald Trump de conserver la confiance de sa base sur le sujet bien que sociologiquement ils soient parmi les plus touchés par le virus.

## F. Défense de la classe moyenne blanche

Dans la continuité de la prise du parti républicain, la stratégie de son mandat est de donner des réponses aux attentes de ceux qui se sont sentis délaissés pendant les mandats d'Obama : les Blancs modestes, les ouvriers sous-employés des anciennes régions industrielles qui ont vu leur mode vie et le respect de leur entreprise complètement se métamorphoser ces dernières décennies. Trump est à l'aise avec ce discours dénonçant le mépris. Il n'a cessé pendant son début de carrière de ne pas être pris au sérieux par les élites New-Yorkaises, et il paraît plus accessible que les élites démocrates. Cette tranche de la population a le sentiment que lui ne les méprise pas.

Cette base électorale se compose essentiellement de ceux qui subissent un mépris social au profit de politiques plus avantageuses pour les minorités. En 2016, la classe moyenne blanche a vu son espérance de vie pour la première fois baisser, et cela s'est poursuivi les années suivantes. Et elle connait des conditions de vie qui se dégradent : développement des drogues dures dans leur quartier et grossesses précoces. Peu après son élection, de nombreux reportages ont vu le jour afin d'analyser cette population. Ils se font appeler White Trash, Rednecks, waste people, Mudsills, et représentent une sociologie doublement défavorisée, d'une part économiquement, et d'autre part culturellement, avec le mépris des élites pour leurs valeurs et leurs problèmes.

# VI. Pourquoi Trump peut être réélu ?

## A. Système électoral américain

Pour analyser les chances des deux candidats d'accéder à la maison blanche, il faut bien comprendre les spécificités du système électoral américain. Le Président et le Vice-Président des États-Unis seront élus le 3 novembre prochain pour une durée de 4 ans. Contrairement à la France il n'est pas élu au suffrage universel direct, mais au suffrage universel indirect. En effet, les américains élisent des grands électeurs, qui voteront à leur tour pour le Président de leur choix. Dans la très grande majorité des états, le candidat arrivé en tête gagne tous les grands électeurs. La répartition des grands électeurs est proportionnelle à la population des états. Pour faire simple, plus un état est grand, plus il a un nombre important de grands électeurs, avec malgré tout une surreprésentation des états à la population la plus faible.

Longtemps la question s'est posée de savoir si le système électoral américain favorisait l'un des deux grands partis américains. Trump ayant gagné l'élection de 2016 tout en perdant le vote populaire, on pourrait imaginer que le parti républicain bénéficie d'un avantage structurel dans l'élection. Il serait capable d'accéder à la Maison blanche avec un nombre de voix moins élevé sur la totalité du pays. Ce n'est pas toutefois forcément un avantage, puisqu'il faut raisonner état par état pour comprendre le système électoral américain. De plus, pour saisir la subtilité d'un avantage pour le camp démocrate ou républicain, on peut s'interroger sur les états dans lesquels l'enjeu est faible. Il existe en effet des états qui ont toujours, ou pratiquement, voté pour le même camp. Du côté démocrate, ce sont par exemple les cas de la Californie, du Massachusetts ou de l'état de New York, alors que du côté Républicains on peut citer l'Idaho, le Nebraska ou le Kentucky.

Pourtant ce qui marque sur ces fiefs, c'est la taille beaucoup plus importante des états acquis à la cause démocrate. Si on prend les quatre dernières élections, et qu'on considère comme étant un swing state (les états susceptibles de basculer dans un camp ou l'autre), les états qui n'ont choisi le même parti politique durant quatre élections, les démocrates ont une base de 220 grands électeurs, les Républicains de 178 grands électeurs. Enfin 140 grands électeurs peuvent basculer dans un camp ou l'autre. Il manque donc seulement 49 grands

électeurs aux Démocrates pour l'emporter, contre 91 pour les Républicains. On voit ainsi que ces dernières années le système électoral bénéficie plutôt au parti démocrate. L'élection de Trump a été de ce point de vue un véritable exploit, d'autant qu'il a remporté des états qui n'avaient pas choisi le candidat républicain depuis de nombreuses années. Ainsi, ce fut le cas du Wisconsin (dernière fois qu'ils ont choisi un candidat républicain en 1984), du Michigan (1988) et de la Pennsylvanie (1988).

## B. Biden, un anti-candidat ?

Malgré ce système électoral qui le désavantage, Trump a de bonnes raisons de croire à une victoire. D'abord Biden est loin d'être le meilleur candidat démocrate de ces dernières années. Son âge avancé et son manque de charisme, bien loin d'un Barack Obama, ne joue pas en sa faveur. Trump ne cesse de l'attaquer sur ce plan le surnommant Sleepy Joe (Joe l'endormi). Il est de plus depuis très longtemps dans l'appareil politique démocrate. Il a été sénateur pendant 36 ans et Vice-Président pendant 8 ans. C'est une éternité pour une Amérique qui avait aussi élu Trump par esprit de renouvellement de sa classe politique.

Il faut également ajouter que Donald Trump bénéficie auprès de ses électeurs d'un taux d'enthousiasme plus élevé que Joe Biden dans son propre camp. Ainsi selon différents sondages, le Président sortant bénéficie d'environ d'un taux de 60% tandis que l'ancien Vice-président d'environ 40%. Cette différence peut se révéler décisive lorsque les électeurs doivent soit voter par avance soit affronter les files d'attente lors du jour du vote avec le risque sanitaire.

Plus grave, Joe Biden enchaîne les gaffes, offrant un axe d'attaque à Trump, qui cherche à le faire passer pour gâteux. D'abord il se trompe se disant candidat au sénat et non à la Présidence en se présentant, ensuite il commet une erreur sur le nom du Président chinois en évoquant les accords sur le climat. Plus tard il dira que 200 millions d'Américains sont morts de la Covid, voulant bien sûr évoquer 200 000 Américains. Mais le plus gros dérapage de cette campagne a sans doute eu lieu en mai dernier. Biden est alors l'invité d'une radio afro-américaine. Agacé par le présentateur de l'émission, il lui répond « Si vous avez un problème pour savoir si vous êtes pour moi ou Trump, alors vous n'êtes pas noir ». La phrase

va évidemment faire grand bruit aux États-Unis. Elle est d'autant plus problématique qu'elle est un écho à des critiques de plus en plus grandissante contre le Parti démocrate, accusé d'être paternaliste envers la communauté afro-américaine, et de ne pas réussir à résoudre ces problèmes, mandats après mandats.

Sur le sujet de la communauté afro-américaine justement, le mouvement Black Lives Matters semble s'essouffler semaines après semaines. Le mouvement a d'abord suscité une vague de sympathie, probablement légitime. Mais le mouvement s'est largement radicalisé au fil des manifestations, gangréné notamment par la gauche radicale. On retrouve finalement un schéma assez similaire à celui des gilets jaunes en France. Les scènes de violence et de pillage ont choqué une partie de l'Amérique et rendent le mouvement de plus en plus impopulaire. Trump espère bien tirer parti de cette situation en faisant campagne sur la sécurité. « Law and Order » (la loi et l'ordre) est son nouveau slogan de campagne. En particulier, il critique l'action des maires démocrates, accusés de participer par leur inaction, au développement des émeutes violentes dans leur ville. Trump s'attaque en particulier aux Maires et gouverneurs qui refusent l'intervention de l'administration fédérale. Il a ainsi déclaré New York comme étant une « juridiction anarchiste » (néologisme sans base juridique), justifiant ainsi de retirer le financement fédéral à la ville.

## C. Une relance économique prometteuse

Sur le plan économique, Trump peut se vanter d'une économie américaine, qui s'en sort de manière honorable face à la crise du coronavirus. Elle résiste plutôt mieux que les économies européennes, en particulier celles des pays latins. Dans les faits l'économie américaine bénéficie d'une politique monétaire très accommodante. La FED, en plus de maintenir les taux à un minimum historique, enchaîne les programmes d'achats massifs de titre pour alimenter l'économie américaine en liquidité. Cet afflux de cash permet d'éviter les faillites généralisées qu'aurait pu entraîner un ralentissement de la circulation monétaire. Trump jouit de plus d'un bilan économique très favorable avant la Covid, et il peut espérer que sa base s'en souvienne malgré la crise Covid.

# VII. Quelle leçon pour la droite française ?

## A. Des différences entre les deux pays

Si l'on veut tirer des enseignements de la Présidence de Trump, pour la droite française, il faut d'abord se demander si la comparaison de nos deux systèmes politiques est pertinente. Il faut bien d'abord comprendre qu'on ne peut superposer les deux systèmes politiques. La comparaison entre les gauches et droites françaises, et leurs équivalents américains doivent se faire sujet par sujet.

Par exemple si l'ensemble de la gauche française s'est saisie de la cause écologiste, ce n'est pas le cas de l'ensemble du parti démocrate américain même si Joe Biden propose un Green New Deal de grande ampleur. En effet, d'un montant de 1700 milliards de dollars sur les 10 prochaines années, ce plan vise une énergie 100% décarbonée d'ici 2050. Sur la question migratoire également, les républicains peinent parfois à se rassembler. De plus certaines questions omniprésentes dans le débat public américain, n'existent pas en France, c'est le cas du port d'arme. Il demeure que la plupart des courants politiques français sont représentés aux États-Unis. A gauche on retrouve au sein du parti démocrate des candidats sur des courants marxistes et pro immigration, on peut ainsi faire un lien entre un Jean-Luc Mélenchon en France et un Bernie Sanders aux États-Unis. Le parti républicain américain est habituellement assez comparable aux Républicains en France, avec des sensibilités qui vont du centre-droit à une vision beaucoup plus conservatrice du Tea-party. Enfin l'extrême droite française est peut-être l'influence que l'on retrouve le moins, si elle partage une forme de populisme avec Donald Trump, celui-ci se détache très nettement de Marine Le Pen sur les questions économiques.

## B. Le piège identitaire

Le premier point de comparaison est celui du piège identitaire que subis nos deux pays. La gauche américaine la première, a dérivé vers une société fondée sur l'addition d'individus, auxquelles on attribue une somme de caractéristique particulière (ethnique, sexuelle, religieuse …) qu'il doit défendre et imposer dans l'espace public. C'est donc en

particulier la question de l'identité même de l'individu qui se pose. Cet individualisme est apparu en France également, notamment avec la crise de mai 68. Le piège identitaire qui se referme à la fois sur la France et les États-Unis se concentre sur l'impossibilité de critiquer ce système de pensée de la gauche, sous peine de se voir assimiler à des thèses racistes ou homophobes. Or cette individualisation de la société nuit profondément à la démocratie elle-même. Car en effet si les particularités de l'individu sont autant exaltées en qualité, ce qui nous rassemble en est simultanément effacé, l'appartenance nationale en premier lieu.

Les États-Unis étaient plus exposés à ce piège en raison de leur modèle communautariste qui donnait un schéma à ces revendications individuelles. La ghettoïsation par exemple de certaines communautés aux États-Unis, a facilité la propagation d'idées séparatistes au sein de l'opinion publique. La société américaine a même vu naître des candidats qui l'ont été plutôt au nom d'une communauté, que d'une vision de la société. Pour faire face à ce piège, les droites françaises et américaines doivent proposer un nouveau modèle d'engagement au service de la société dans son ensemble. La droite doit proposer un modèle que la gauche ne propose plus, et qui se fonde sur l'unité du pays et le retour de la méritocratie, seule à même de gommer le communautarisme qui monte. Il n'est pas anodin de voir qu'une partie de la gauche républicaine est prête à suivre un candidat que l'on pourrait qualifier de gaulliste social en France. La droite doit voir les possibilités de parler à un électorat plus large que son socle historique, et qui partage ses idées de laïcité, d'unité nationale et de réconciliation sous les valeurs du drapeau Français.

## C. Le vote rural et périurbain

Trump aura été en 2016 le candidat d'une Amérique des campagnes, oubliées par les partis démocrates et républicains pendant de nombreuses années. Il est particulièrement marquant de voir combien le vote a été corrélé à la taille des villes. Dans les très grandes villes américaines, le parti démocrate a suscité l'enthousiasme des électeurs, alors que dans les villes moyennes et les zones rurales, ce sont les républicains qui ont acquis un net avantage. Trump a ainsi obtenu 40% des suffrages dans les villes de plus d'1 millions d'habitants, contre 57% dans les villes de moins de 250 000 habitants. Le coefficient de corrélation entre la densité de la zone où est située le bureau de vote était de 0.6. C'est plus

que le coefficient qui concerne le revenu, la catégorie socioprofessionnelle, l'origine ethnique ou l'orientation sexuelle (étude réalisée par Bloomberg). On mesure ainsi combien l'Amérique est divisée territorialement.

Or cette division existe aussi en France. La gauche peine depuis de nombreuses années à réaliser des scores importants dans les zones rurales. Dernièrement la montée des écologistes, en particulier lors des municipales, a été strictement contenue dans les métropoles. Au 1er tour de la Présidentielle de 2017, Marine Le Pen (27%) avait largement devancé Emmanuel Macron (21%) hors des zones urbaines. Mais celui-ci avait surperformé dans les grands villes (29%) là où Marine Le Pen était beaucoup plus faible (13%). Si le vote de François Fillon était stable avec la taille des villes, il était particulièrement important dans les villes qui comptaient un nombre élevé d'agriculteurs. Si on restreint le vote aux villes qui comptent plus de 10% d'agriculteurs, François Fillon arrive ainsi en tête de l'élection. En 2012 Nicolas Sarkozy aurait remporté le suffrage si l'on n'avait compté que les villes de moins de 30 000 habitants. La droite républicaine a donc un discours qui séduit les zones les moins densément peuplées, malgré un vote qui tend à échapper vers l'extrême droite ces dernières années. En 2022, la droite possède un espace face à une gauche qui se veut de plus en plus écologiste mais qui ne trouve que peu d'écho dans les campagnes. Dans les villes de moins de 10 000 habitants les écologistes n'ont récolté lors des municipales de 2020, qu'à peine 3% des suffrages (contre 13% dans les villes de plus de 100 000 habitants). La droite peut, de plus, compter sur sa connaissance des territoires, à travers son ancrage local, le plus important pour un parti politique en France.

## D. Sortir de la norme

La grande force de Donald Trump aura probablement résidé à la fois dans son profil et dans sa communication. Personne ne s'attendait en effet, au moment de son entrée en campagne à le voir remporter les primaires républicaines. Issu de la société civile, peu respectueux des traditions politiques américaines, il a véritablement bousculé la classe politique de son pays. Il a su également maintenir cet effet de surprise tout au long de la campagne avec, outre une communication tonitruante, des propositions pour le moins peu orthodoxes. La proposition de construire un immense mur entre les États-Unis et le Mexique, pour contenir les migrants des pays latins en est un exemple.

La droite française pourrait prendre exemple sur cette culture de la nouveauté. Si bien sûr un profil comme Donald Trump, ne susciterait probablement pas l'enthousiasme en France, tant le pays est différent culturellement des États-Unis, la droite peine à se renouveler. Les propositions d'ajustement budgétaires qui pullulent lors des campagnes présidentielles, sont symptomatiques de ce manque d'imagination, qui est loin d'ailleurs d'être le monopole de la droite. Si la droite peut s'inspirer de Donald Trump, c'est bien sur la conviction qu'il ne faut exclure par principe, aucune réforme. Depuis trop longtemps, la droite a peiné à renouveler ses idées, jugeant telle réforme inadaptée à l'administration, trop complexe à mettre en place ou estimant l'opposition des syndicats infranchissable. C'est un véritable enjeu démocratique moderne, l'incapacité des partis à modifier en profondeur le pays finit en effet par convaincre les électeurs de l'incapacité des politiques à comprendre leurs problèmes. Cela participe en particulier du désenchantement qui touche la politique en France, où les jeunes votent de moins en moins. La droite a un véritable coup à jouer dans ce domaine en 2022, pour cela elle a intérêt à scruter la campagne de Donald Trump..

# VIII. Préconisations pour l'Europe et la France

Qu'importe le résultat du 3 novembre prochain, Donald Trump aura consacré le passage à une nouvelle ère. Il est une double réponse à la crise du système néolibéral et à la montée de la Chine comme acteur majeur. Pour cela, il est vraisemblable qu'une grande partie de sa politique économique soit poursuivie par ses successeurs comme ce fut le cas pour ceux de Ronald Reagan pour le cycle néolibéral ou ceux de Franklin Delano Roosevelt pour le cycle keynésien. Sur la politique étrangère, Donald Trump a intensifié le pivot consacré par Barack Obama dont Joe Biden fut Vice-Président. Ainsi, la concurrence entre la Chine et les États-Unis va se poursuivre, et le choix du président américain n'est probablement qu'un choix d'intensité comme lors de la Guerre froide.

Dans cette nouvelle ère, l'Europe et la France risquent un déclassement et de sortir de l'Histoire. D'un côté, l'Europe ne peut acter ce changement de paradigme avec l'Allemagne comme locomotive. De l'autre côté, la France semble prisonnière de la fatalité du duel entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen qui ne permet pas de provoquer une révolution de bon sens. À ce titre, la droite doit tenir son rang de parti gaulliste pour porter ce projet et éviter que la France ne manque son entrée dans la nouvelle ère comme elle a pu le faire dans les années 80.

## A. L'Europe semble prise au piège

L'Europe est à l'origine des cycles libéraux avec les plus grands penseurs libéraux originaires du Vieux continent. Elle semble toutefois actuellement coincée dans une conception de la mondialisation, à laquelle elle est la seule à croire encore, et qui la menace de la faire disparaître de l'Histoire.

L'Union Européenne est désormais un espace désindustrialisé régi par la libre concurrence et un marché ouvert pour les puissances étrangères, notamment les États-Unis et la Chine. Après avoir subi deux conflits majeurs au XXème siècle, l'Europe ne semble pas prête à accepter et donc à se préparer à une ère plus conflictuelle. Sur le plan économique,

l'UE est prisonnière de théories néolibérales mises à mal par les deux crises de 2008 et de la Covid-19 alors que nous assistons à l'émergence d'une nouvelle ère économique. La crise sanitaire semble toutefois avoir provoqué un nécessaire sursaut quant à la question de l'équilibre entre une politique tournée vers le consommateur et celle favorisant la production. En effet, le manque de production européenne et la dépendance vis-à-vis des pays émergent pourrait jouer un rôle de catalyseur dans le nécessaire tournant économique. Cependant, la politique commerciale européenne reste trop timide face aux déséquilibres provoqués par l'entrée de la Chine dans l'OMC. La réaction européenne face à la volonté de Donald Trump de rééquilibrer l'économie mondiale démontre soit une passivité dans une ère marquée par la guerre commerciale soit une mauvaise lecture de la situation. Sur le plan géopolitique, la pacification du continent pendant plusieurs décennies joue certainement un rôle psychologique auprès des leaders européens. Ainsi, l'Allemagne marquée par son histoire, ne peut jouer un rôle majeur sur la scène internationale alors qu'elle est la locomotive européenne. Tandis que les autres pays ne semblent pas prêts à suivre la France en raison de son incapacité à faire évoluer son économie et de sa volonté à jouer un rôle sur la scène internationale. La France éprouve ainsi des difficultés à réformer le fonctionnement de l'UE pour la première raison, et se retrouve seule pour la seconde.

Nous risquons donc la disparition d'une Europe politique au profit d'un marché économique seulement. Incapable de s'accorder sur un horizon commun, les leaders européens n'arrivent ni à définir un cap pour une construction européenne bloquée depuis le référendum avorté de 2005 ni à adopter une politique étrangère cohérente. Les difficultés du couple franco-allemand depuis l'arrivée au pouvoir d'Angela Merkel et les élargissements successifs ne permettent pas à l'Union européenne d'avoir un semblant de leadership alors que nous vivons des crises de plus en plus récurrentes. Ainsi, les dirigeants européens n'ont pas réussi à protéger les frontières face à la menace terroriste et les flux migratoires devenus de plus en plus importants avec l'affaiblissement des États du Maghreb et du Moyen-Orient. La bonne gestion de la crise financière de 2008 est plus due à la proactivité du Président Sarkozy qu'à une réaction européenne. Ce manque de gouvernance a ensuite plombé les économies européennes pendant la crise des dettes souveraines avant qu'elles soient sauvées par un banquier central, Mario Draghi.

Sans actions adéquates, la crise du coronavirus accélérera ce mouvement en servant de catalyseur de l'avènement de la Chine et du déclin de l'Europe. En effet, alors qu'il s'agissait d'un virus provenant de Wuhan, cette crise a davantage touché les Européens, aussi bien sur les plans économiques, sanitaires et humains, que l'est de l'Asie. Cette crise a révélé de façon brutale, l'affaiblissement progressif de l'Europe comme un acteur de rang mondial, et a souligné les capacités du système politique et économique chinois à faire face aux crises. À l'exception de l'Allemagne, l'ensemble des grands pays européens aura échoué dans la mise en place de la stratégie asiatique efficace contre la Covid-19. Ces pays n'auront pas assez testé, faute de tests, pas assez protégé les soignants et la population, faute de masques, pas assez tracé les cas faute d'effectifs pour le faire, et pas isolé correctement, faute de volonté. Cependant, si la sortie de l'Histoire du Vieux continent est en cours, la contrer suppose d'acter l'émergence de la nouvelle ère provoquée par Donald Trump et d'agir comme une véritable entité stratégique.

## B. Transformer l'Europe pour incarner une troisième voie

Si l'Europe veut incarner une troisième voix dans l'affrontement sino-américain qui se prépare, elle doit se réinventer comme une entité stratégique et assumer son identité.

L'Union Européenne, doit avant tout réussir à concilier deux visions de l'Europe, celle portée par les pays du Nord est en premier lieu l'Allemagne, et celle portée par les pays du Sud avec la France comme fer de lance. Cette première vision est celle d'une zone de prospérité et de croissance économique qui correspond à la manière dont l'Allemagne a su garder une industrie puissante notamment tournée vers l'exportation. Le marché de l'automobile allemand s'exporte par exemple particulièrement bien. Face à cette vision, la France prône plutôt une Europe puissance capable de faire entendre sa voix diplomatique dans le concert des nations, et agissant comme une entité stratégique. Cette vision ne domine pas encore les décisions européennes mais elle aurait pourtant le mérite de rectifier certaines anomalies qui défavorisent paradoxalement les entreprises européennes dans la concurrence internationale. C'est par exemple le cas de l'absence de taxation sur la pollution aux frontières de l'Europe, ou son incapacité à maitriser les flux migratoires, qui pèsent sur les redistributions sociales et sur les salaires.

L'émergence de la nouvelle ère doit permettre de réconcilier les deux visions, pour disposer d'une Europe politique et économique apte au combat sur la scène mondiale. Il est indispensable que l'UE retrouve cette ambition de puissance car elle a un rôle à jouer dans la résolution des conflits qui se jouent dans le monde, et parce que dépend de ce rôle sa capacité à rester dans l'Histoire. L'Europe a une longue tradition d'intermédiaire dans la recherche de solutions pacifiques ou celle de nouveaux partenariats. Elle a joué un rôle immense dans le maintien de la paix au Moyen-Orient jusqu'au tournant des années 2000 ou encore par les positions françaises et allemandes contre la guerre en Irak. Si elle n'assume pas ce rôle, l'Europe risque de devenir un spectateur du monde, comme la Suisse l'a été pendant le XXème siècle par exemple.

Sur le plan pratique, il s'agit ainsi de développer les atouts européens : faire de l'euro une arme monétaire pour rompre avec la suprématie du dollar, faire du droit continental la référence dans les affaires, et un modèle de vie fondé sur une économie prospère et durable pour faire émerger la dimension environnementale héritée des Accords de Paris. La prise en compte de cette dimension, et de la crise du Coronavirus nous oblige également à basculer d'un modèle focalisé sur la seule consommation vers un modèle équilibré entre la production et la défense des intérêts des consommateurs, permettant de favoriser l'emploi et limiter notre dépendance tant vis-à-vis de la Chine que des USA. L'objectif est ainsi de profiter du marché commun pour encourager la spécialisation de chacun des pays européens dans leurs secteurs d'excellence au niveau mondial, tout en conservant des entreprises stratégiques dans les industries d'importance capitale face aux crises d'aujourd'hui et de demain.

## C. La France a raté son entrée dans la mondialisation, elle ne peut pas rater l'entrée dans ce nouveau cycle

La France a raté son entrée dans la mondialisation dans les années 1980, elle ne peut pas se permettre de rater la seconde révolution conservatrice qui se joue. Or face à une gauche toujours plus complaisante avec les thèses racialistes américaines, un Emmanuel Macron coincé trente ans en arrière dans une forme de social-libéralisme qui dérive de la social-démocratie, c'est la droite qui doit enfin ramener la France dans son temps.

Avec la seconde révolution conservatrice et la crise de la Covid-19, Emmanuel Macron apparaît ainsi être le président de l'ère précédente comme François Mitterrand l'était en son temps. D'un côté, la politique keynésienne de Mitterrand n'était déjà plus adaptée et a conduit au tournant de la rigueur. De l'autre côté, le chef de l'État tente désespérément d'adapter la France à la mondialisation, pour rattraper le retard français depuis près de 40 ans alors que nous sommes déjà passés à une nouvelle ère. Si l'ancien président socialiste avait réussi à calibrer sa politique avec le tournant de la rigueur, l'actuel n'a pas opéré de changements significatifs majeurs malgré les promesses de réinvention énoncées lors du son discours du 14 juillet.

La France a en effet mal négocié le virage de la mondialisation dans les années 1980. Les positions ambiguës de François Mitterrand entre le discours socialiste classique et le tournant de la rigueur associé à la construction européenne n'ont pas permis à la France d'adopter des politiques publiques plus en phases avec la mondialisation néolibérale. Alors que les pays ouvraient leur marché, à une importante manne de croissance, la France s'est enfermée dans un état social d'inspiration keynésienne, qui était dépassé depuis les années 1970 avec les deux chocs pétroliers. Le déclassement français s'explique ainsi par le choix d'une politique libérale et européenne sans pour autant aller jusqu'au bout de cette logique pour ne pas se froisser avec les électeurs populaires. Cette ambiguïté a eu pour conséquence un décrochage économique de la France vis-à-vis de l'Allemagne, et un décrochage politique des électeurs populaires des « partis de gouvernement » pour favoriser les extrêmes. En effet, ces derniers ont eu le sentiment d'être trahis sans pour autant bénéficier d'une politique économique efficace.

La France ne peut se permettre de faire sa révolution néolibérale avec trente ans en retard alors que les économies du monde tournent la page de cette ère, sous l'impulsion lancée par Donald Trump.

Sur le projet, l'objectif est ainsi de réformer un État inadapté car trop faible sur ses fonctions régaliennes et trop obèse sur son volet social. Il s'agit notamment de redresser les capacités productives du pays par la poursuite des réformes économiques pour mettre la

France au niveau de l'Allemagne, tout en adoptant une stratégie de spécialisation pour conserver et développer les atouts français. Cela concerne aussi bien les formes classiques de puissance comme nos moyens militaires et notre puissance diplomatique, que la réinstallation de la France comme une nation d'industriels et de savants.

Sur le plan politique, la droite a l'opportunité de retrouver un espace politique face à Emmanuel Macron dont les caractéristiques propres ne lui permettent pas de porter cette mutation et à Marine Le Pen dont la crédibilité gouvernementale s'est effondrée en 2017. De plus, la compréhension électorale de Donald Trump offre une grille de lecture intéressante pour la droite française puisqu'elle permet de concilier efficacement le souhait de liberté économique mais également de protection. Cette offre politique permet de concilier efficacement l'offre politique d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen, tout en permettant à la France de s'inscrire dans la nouvelle ère, plus en phase avec son souhait de puissance et sa conception de l'État.

Il s'agit donc d'accomplir une révolution comme lorsque le Général De Gaulle reprend le pouvoir en 1958, pour replacer la France dans le concert des nations.

Sous la direction de :

**William Thay**, président du Millénaire

Rapporteurs :

**Pierre Fontaine**, directeur du pôle politique.

**Clément Perrin**, directeur adjoint des études.

Contributeurs :

**Marie Vidal**, analyste politique.

**Adrien Périer**, analyste politique.

Et la participation de :

**Florian Gérard-Mercier,** directeur des études
**Emeric Guisset,** directeur de la communication

Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il porte un projet gaulliste, réformateur, disruptif et guidé par l'intérêt national. Il est composé d'une cinquantaine de contributeurs de divers horizons - cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises - et chacun expert dans son domaine.

**Président : William THAY**
Vice-Président : Gilles BÖSIGER
Secrétaire générale : Marion PARISET

Directeur des études : Jean-Claude BERNARDON
Directeur des affaires publiques : Emeric GUISSET
Directrice de la communication : Alexandra MONET

Communication : communication@lemillenaire.org
Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :
http://lemillenaire.org

***Mentions légales*** *: L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*